



# Consultation publique de l'Arcep

Accès fixe à haut et très haut débit : bilan du cycle en cours et les perspectives pour le prochain cycle d'analyse de marchés

## Réponse d'Orange

13 juillet 2022 – 28 septembre 2022

**Version publique.**

Les parties entre crochets [...] relèvent du secret des affaires.

Contact : [affaires.reglementaires@orange.com](mailto:affaires.reglementaires@orange.com)

Lien vers la décision : [https://www.arcep.fr/uploads/tx\\_gspublication/consultation-bilan-perspectives-AdM-fixe-7eCycle-juil2022.pdf](https://www.arcep.fr/uploads/tx_gspublication/consultation-bilan-perspectives-AdM-fixe-7eCycle-juil2022.pdf)

## SYNTHESE GENERALE

À titre liminaire, Orange souhaite préciser sa position concernant les sujets qui constituent de son point de vue les principaux enjeux de régulation pour le prochain cycle d'analyse des marchés haut débit & très haut débit fixe, à la fois pour les offres à destination du grand public et les offres à destination des entreprises, compte tenu notamment de la mise en œuvre du plan de fermeture du réseau cuivre.

Orange attend que l'Arcep adopte une régulation mesurée et équitable en levant les obligations asymétriques pesant sur Orange dans les zones où celles-ci ne sont plus nécessaires compte tenu de la dynamique concurrentielle observée sur les marchés de détail concernés, et en veillant à étendre le cadre de régulation symétrique s'appliquant à l'ensemble des opérateurs déployant des réseaux de fibre optique de sorte à ce que l'accès à leurs réseaux puisse se faire dans des conditions de plus en plus homogènes sur l'ensemble du territoire, dans la perspective de la fermeture du réseau cuivre.

Orange identifie à ce stade cinq enjeux prioritaires pour la période (2024-2028) du prochain cycle d'analyse des marchés :

- la levée de la régulation des offres dégroupage & bitstream DSL,
- la mise en œuvre opérationnelle du plan de fermeture du réseau cuivre,
- la révision des tarifs de gros du dégroupage et du génie civil,
- la levée de la régulation asymétrique des offres fibre d'Orange à destination des entreprises,
- la levée de la régulation de la collecte fibre optique d'Orange.

\*\*\*

En premier lieu, Orange considère **que les conditions sont réunies pour une levée de la régulation de l'accès passif à la boucle locale cuivre (dégroupage) dans une partie importante du territoire**, et pour une levée totale de la régulation de l'accès activé (bitstream DSL) au niveau national, dans la perspective du prochain cycle d'analyse des marchés.

Lors des travaux menés à l'époque en préparation de l'adoption en décembre 2020 de ses décisions d'analyse des marchés, l'Arcep n'a pas correctement suivi la méthode définie par la Commission européenne s'agissant de la définition des marchés pertinents, et a réalisé une analyse géographique biaisée, la conduisant à conclure à tort à un seul marché pertinent au niveau national pour le marché de gros de l'accès passif à la boucle locale (marché 3a).

Pour le nouveau cycle d'analyse de marchés (2024-2028), Orange considère que l'Arcep ne pourra maintenir un seul marché pertinent au niveau national pour le nouveau marché 1 (ex marché 3a) et devra nécessairement adapter son cadre réglementaire à la nouvelle dynamique concurrentielle du marché, en ne maintenant la régulation *ex ante* que dans les seules zones du territoire national où celle-ci serait justifiée pour résoudre les éventuels problèmes d'ordre concurrentiel identifiés au niveau du marché de détail.

\*\*\*

En deuxième lieu, **Orange estime nécessaire, pour que le plan de fermeture du réseau cuivre puisse être mis en œuvre opérationnellement, que l'Arcep procède aux adaptations nécessaires de son cadre réglementaire**, tant au niveau des obligations asymétriques pesant sur Orange, s'agissant des critères devant être vérifiés pour la fermeture d'une zone, qu'au niveau des obligations symétriques pesant sur chaque opérateur d'infrastructure (ci-après OI) FttH.

Le critère « 100 % raccordables » défini par l'Arcep, qui pose le principe que tout local disposant d'un accès cuivre doit être raccordable à la fibre sans exception au moment de la fermeture commerciale, est inapplicable en pratique et ne permettra pas la mise en œuvre du plan de fermeture du réseau cuivre. Il est nécessaire que le réseau cuivre puisse être fermé dans une commune donnée quand bien même une partie résiduelle des locaux ne seraient pas raccordables au FttH, sous réserve d'être mis en raccordables à la demande ou d'être couverts par d'autres technologies (4G fixe, satellite).

Orange propose ainsi dans sa réponse à la consultation publique une approche équilibrée et cohérente articulant, d'une part, une révision du critère « 100 % raccordables » – avec un encadrement moins contraignant quand la fermeture commerciale est prononcée plus de 12 mois avant la fermeture technique – et, d'autre part, une adaptation des obligations pesant sur les OI s'agissant de l'encadrement des déploiements FttH. Sur ce dernier point, Orange demande notamment à l'Arcep de compléter le cadre de régulation symétrique, de sorte que les critères devant être respectés pour la fermeture fassent l'objet d'obligations pour chaque OI concerné au moins aussi contraignantes.

\*\*\*

En troisième lieu, **Orange demande à l'Arcep de réviser les décisions tarifaires s'agissant de l'accès aux réseaux historiques d'Orange (paire de cuivre & génie civil)**, au vu de la situation économique insoutenable dans laquelle se trouve Orange aujourd'hui, avec des tarifs de gros qui ne lui permettent plus de recouvrer ses coûts.

L'encadrement tarifaire du dégroupage ne permet pas à Orange une juste rémunération des investissements réalisés et des coûts d'entretien et de maintenance du réseau cuivre, dans un contexte marqué par une pression sans cesse accrue sur le réseau (intempéries, dégradations, vols de câbles) et de fortes exigences de qualité de service.

L'Arcep doit revoir à la hausse l'encadrement tarifaire du dégroupage applicable à la zone qui restera régulée pour la période 2024-2028.

Orange demande à l'Arcep de corriger son modèle ascendant de boucle locale optique mutualisée, en particulier en réintégrant le coût du raccordement câblage client final, qui avait été exclu à tort par l'Arcep du périmètre des coûts permettant de définir le tarif-plafond du dégroupage dans la décision de décembre 2020, et en adaptant le coût lié à l'imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux (IFER).

L'Arcep doit réviser dès à présent la décision tarifaire génie civil, s'agissant du changement de clé d'allocation des coûts de génie civil de boucle locale entre cuivre et fibre, et ce sans lissage sur deux ans, contrairement à ce qui est envisagé dans la consultation publique, de manière qu'Orange soit en mesure de recouvrer l'ensemble de ses coûts dès l'année 2023. Orange est opposé en outre à tout encadrement pluriannuel des tarifs GC BLO pour la période 2024-2028.

Enfin, l'Arcep doit fixer le WACC pour la période 2024-2028, de manière que le WACC réel reflète correctement le contexte économique des actifs régulés d'Orange, compte tenu de la situation marquée par une forte inflation.

\*\*\*

En quatrième lieu, **Orange demande à l'Autorité de lever les obligations ne s'appliquant qu'à Orange s'agissant des offres fibre à destination des entreprises, au titre de la régulation asymétrique**, en prenant acte de l'évolution de la situation concurrentielle sur les marchés de gros et de détail et de la généralisation des offres (FttH & FttE) proposées sur boucle locale optique mutualisée (ci-après BLOM).

Compte tenu du net recul en parts de marché d'Orange s'agissant des offres d'accès activés de haute qualité sur support fibre, tant sur le marché de détail que sur le marché de gros, le maintien d'une régulation des offres FttO au niveau national n'est plus justifiée pour la période 2024-2028.

Aussi, l'attention de l'Arcep doit se porter en premier lieu, à l'aune du prochain cycle d'analyse de marché, sur le respect par l'ensemble des OI des obligations relatives aux offres à qualité de service renforcée (type FttE) sur réseaux de BLOM, et sur le repositionnement des grilles tarifaires dans la perspective de la migration des offres cuivre type SDSL vers les offres type FttE.

Enfin, il n'est plus pertinent de maintenir les obligations suivantes pesant uniquement sur le réseau FttH d'Orange, au titre de la régulation asymétrique, compte tenu de la dynamique concurrentielle sur le marché de gros des offres FttH activées à destination de la clientèle entreprise : l'obligation de revente



de l'offre de détail FttH Orange à destination de la clientèle entreprise, et l'obligation d'une offre passive FttH adaptée pour desservir la clientèle entreprise, intégrant la possibilité d'une offre bitstream NRO.

\*\*\*

En dernier lieu, **Orange constate que la situation de marché a significativement évolué s'agissant de la collecte fibre optique, et demande à l'Arcep de lever la régulation de l'offre de collecte LFO d'Orange dans les zones où des offres de collecte fibre optique alternatives sont disponibles**, soit dans le cadre de réseaux d'initiative publique, soit dans le cadre de déploiement en propre par les opérateurs tiers.

\*\*\* \*\* \*

\*\*\* \*\* \*

## SITUATION SUR LES MARCHES DE DETAIL ET DE GROS DU HAUT ET DU TRES HAUT DEBIT FIXE

### *PARTIE I – Situation sur les différents segments du marché de détail HD/THD*

Question I.1.	Quelles appréciations faites-vous concernant la forte croissance des abonnements fibre sur le marché HD/THD ?  Quelles tendances voyez-vous se dessiner sur ce marché pour les prochaines années ?
Question I.2.	Quelles évolutions de la régulation seraient susceptibles, selon vous, de contribuer à diminuer les freins au changement d'opérateur, en particulier sur le marché de détail entreprises ?

**S'agissant de la situation sur le marché de détail grand public**, comme évoqué par l'Arcep, la tendance observée et attendue est une migration très rapide des abonnements du cuivre (DSL) vers la fibre (FttH).

La migration est bien engagée sur le marché grand public. En 2022, [...] des clients internet grand public d'Orange avait migré sur la fibre [...]. À horizon 2025, Orange prévoit que plus de [...] de ses clients internet grand public auront migré sur la fibre.

C'est cette dynamique d'adoption de la fibre qui permet à Orange d'envisager aujourd'hui la fermeture de son réseau cuivre.

\*\*\*

**S'agissant de la situation sur le marché de détail entreprise**, Orange observe une dynamique importante sur les offres fibre : d'une part, une croissance modérée et constante sur les offres fibre à qualité de service renforcée qui permettent de répondre aux nouveaux usages des entreprises tout en garantissant la performance et la disponibilité, et, d'autre part, une accélération de la croissance sur les offres FttH, liée à l'amélioration de l'éligibilité du parc entreprise.

Sur les accès de haute qualité sur fibre, au regard des données publiées par l'Arcep et des données d'Orange, la croissance sur le marché de détail reste cependant plus faible pour Orange que pour ses concurrents [...].

Le processus de migration vers la fibre devrait se renforcer dans les prochaines années avec :

- l'accélération de la digitalisation des entreprises et de l'usage de solutions de collaboration, intégrant la vidéo et le partage d'écran (généralisées durant la période de confinement 2020-21 de la crise COVID), ces nouveaux usages n'étant généralement pas supportés sur les offres cuivre ;
- l'évolution des systèmes d'information des entreprises vers des solutions Cloud, dont l'utilisation et l'expérience des utilisateurs sont très dépendantes du réseau ;
- la moindre empreinte énergétique de la fibre, comparativement au cuivre et surtout au mobile, qui est un argument de plus en plus important pour motiver les entreprises à transformer leur réseau dans le cadre de leur politique de Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE).

\*\*\*

À l'aune du prochain cycle d'analyse de marchés, les accès entreprise sur fibre devraient rapidement devenir majoritaires, si toutefois certains freins d'ores et déjà identifiés à la migration des clients entreprises sont levés :

- le multi-accès, déjà disponible pour les offres FttH Orange, est loin d'être proposé par l'ensemble des OI ;
- l'amélioration de l'éligibilité des offres type FttE, i.e. les offres à qualité de service sur BLOM, est un facteur clé de succès pour permettre la migration du parc d'accès cuivre SDSL. Orange ne peut que déplorer les retards s'agissant du respect par les OI tiers des obligations symétriques relatives au FttE ;
- les conditions économiques de migration du cuivre vers la fibre. Le déploiement plus large des offres FttE devra s'accompagner d'une réflexion sur le niveau tarifaire adéquat pour permettre la migration du cuivre vers la fibre au regard des écarts tarifaires encore importants constatés entre les offres SDSL et les offres FttE activées.

Orange constate enfin le déploiement d'offres d'accès par satellite en orbite basse qui pourraient être dans les prochaines années des alternatives possibles aux infrastructures fibre et avoir un impact sensible sur les dynamiques de marché.

\*\*\*

**S'agissant des éventuels freins au changement d'opérateur sur le segment entreprise, Orange tient à rappeler** comme il l'avait mentionné en réponse à la consultation Bilan et Perspective de 2019, qu'il n'existe pas de barrière au changement d'opérateur, ni sur le marché de détail, ni sur le marché de gros. Orange veille sur les marchés de détail et de gros à faciliter la migration des clients et/ou opérateurs.

**Sur le marché de détail**, Orange veille à ce que les modalités de ses contrats permettent aux clients de migrer vers un autre opérateur s'ils le souhaitent :

- pas de réengagement tacite en fin de contrat,
- sortie possible avant la fin du contrat avec pénalités éventuelles,
- mise en œuvre de la portabilité des numéros.

**Sur le marché de gros**, Orange a mis en œuvre un ensemble de mesures d'accompagnement au changement d'opérateur destinées aux opérateurs tiers, avec par exemple des modalités de cession de parc inter opérateurs ou une offre de cession de ligne active (CLA) pour les accès cuivre qui permet à la fois le changement d'opérateur, d'offre et de support.

\*\*\*

**S'agissant spécifiquement des durées des périodes d'engagement**, Orange tient à mettre en exergue que les durées d'engagement plus longues observées sur le segment entreprise résultent des caractéristiques intrinsèques au renouvellement des contrats des clients entreprise avec notamment l'existence d'appels d'offres sur des durées relativement longues rendant particulièrement difficile de se caler sur des périodes annuelles. Les durées d'engagement ne sont ainsi pas des freins au changement d'opérateur mais résultent d'une demande du marché.

Il existe néanmoins des freins inévitables et inhérents à toute migration d'accès entreprise (coupures de service notamment). Orange considère toutefois que des évolutions de la réglementation ne seraient nullement en mesure de supprimer ces freins.

Pour un client entreprise, le changement d'opérateur de communications électroniques est une opération technique plus complexe que pour un client résidentiel, du fait des spécificités des entreprises :

- sites multiples potentiellement en France et à l'étranger,
- sites avec un nombre d'utilisateurs important,
- nombreuses applications informatiques,
- raccordement avec des fournisseurs externes pour des services informatiques comme les services en cloud,
- criticité de la continuité d'activité,
- mobilisation d'équipes pour la gestion de tels projets.

Orange tient à nouveau à mettre en avant que les freins identifiés précédemment relatifs au dynamisme de la souscription de la fibre sont également des freins potentiels au changement d'opérateur : absence de multiaccès dans les offres des opérateurs tiers, retard au niveau de l'éligibilité des offres FttE et repositionnement tarifaire nécessaire des offres FttE pour permettre la migration du cuivre vers la fibre.

Enfin, l'analyse de l'Arcep sur les parts de marché atteste du fort dynamisme concurrentiel sur la fibre (cf. réponse à la question II.4). Ces données témoignent de l'absence de barrière au changement d'opérateur.

## ***PARTIE II – Situation sur les différents segments du marché de gros HD/THD***

<b>Question II.1.</b>	<b>Concernant le marché du génie civil, quelles observations faites-vous concernant son état actuel ou concernant l'accès à des infrastructures de génie civil propriété de tiers ?</b>
-----------------------	---

Orange propose l'accès à ses infrastructures de génie civil essentiellement au travers de son offre de référence GC BLO, qui est aujourd'hui massivement utilisée par les opérateurs pour le déploiement de leurs réseaux de boucle locale optique : plus de 300 opérateurs commandent des prestations sur le territoire national.

\*\*\*

**S'agissant de l'accès aux infrastructures de génie civil des opérateurs tiers**, Orange rencontre toujours des difficultés, soit pour le raccordement en propre de PM tiers ou de NRO tiers, soit pour le déploiement de fibre pour d'autres usages (raccordement d'antennes mobiles notamment), auprès de certains opérateurs, malgré des demandes répétées :

- pas d'offre d'accès disponibles,
- conditions tarifaires non raisonnables,
- processus opérationnels défaillants, i.e. demandes d'accès au génie civil non traitées.

Orange considère que ces opérateurs ne respectent pas les dispositions de l'article L. 34-8-2-1 du code des postes et communications électroniques (ci-après CPCE) résultant de la transposition de la directive 2014/61/UE du Parlement européen et du Conseil relative à des mesures visant à réduire le coût du déploiement de réseaux de communications électroniques à haut débit.

Par ailleurs, en cas de refus d'accès par les OI ou en cas de conditions inacceptables, Orange se retrouve souvent dans l'impossibilité de créer lui-même du génie civil, la collectivité refusant généralement la création de nouveau génie civil lorsque des infrastructures existent.

Ceci a pour conséquence pour Orange :

- s'agissant du FttH, de ne pouvoir raccorder en propre à temps le PM tiers ou le NRO des opérateurs tiers de sorte à être présent à l'ouverture commerciale du réseau ;
- s'agissant des autres besoins, de ne pas pouvoir procéder aux raccordements nécessaires.

Orange demande ainsi à l'Arcep de veiller au respect par l'ensemble des opérateurs de leurs obligations en matière d'accès aux infrastructures de génie civil.

<b>Question II.2.</b>	<b>Concernant le marché de gros des accès généralistes, quelle appréciation faites-vous concernant les écarts de mutualisation observés entre les zones ?</b>
	<b>Quelles évolutions anticipez-vous en matière de mutualisation et de cofinancement des réseaux FttH pour le prochain cycle d'analyse de marchés ?</b>

Compte tenu de la forte dynamique de venue des quatre OC d'envergure nationale en mutualisation sur les réseaux FttH, aussi bien en zone d'initiative privée qu'en zone d'initiative publique, et dans la

perspective de la fermeture du réseau cuivre, Orange considère que les écarts de mutualisation observés à date entre zones devraient progressivement se réduire au cours du prochain cycle d'analyse de marché, avec à terme les quatre OC d'envergure nationale présents en mutualisation sur la quasi-totalité du territoire.

En outre, les OC d'envergure nationale ont désormais recours à des véhicules financiers pour leur venue en zone d'initiative publique, et en partie en zone d'initiative privée, ce qui confirme le positionnement du cofinancement comme le mode d'achat privilégié à la cible.

<b>Question II.3.</b>	<b>Quelles sont, selon vous, les difficultés pour les opérateurs d'infrastructures FttH de qualifier de raccordables sur demande certains locaux ?</b>
	<b>Quels sont les freins à la commercialisation des offres de détail FttH sur ces locaux ?</b>
	<b>Quels mécanismes ou quelles obligations suggériez-vous pour y remédier ?</b>

Orange considère que les critères cumulatifs définis par l'Arcep dans la recommandation de décembre 2015 relative à la mise en œuvre de l'obligation de complétude des déploiements FttH en zone moins dense (ci-après ZMD) s'agissant de la qualification des locaux raccordables à la demande (ci-après RAD), i.e. à la fois un manque d'appétence et un coût plus élevé que la moyenne pour rendre raccordable, ne sont pas applicables pour un OI au cours de la phase de déploiement FttH.

Le critère de manque d'appétence est en effet subjectif (car lié à l'occupant et non à l'adresse), difficile à caractériser (pas d'informations sur les résidences secondaires dans les bases d'adresses) et variable dans le temps (compte tenu des déménagements).

En outre, il n'est pas possible pour un OI d'identifier en amont, au moment de la phase de consultation, l'ensemble des locaux qui seront mis en RAD à l'issue du délai complétude, étant donné que les études détaillées ne sont réalisées qu'au fil des déploiements.

Enfin, la possibilité pour un OI de mettre en RAD avec tarification spécifique les locaux pour lesquels le coût pour rendre raccordables est très élevé (5000 €) doit être étendue la ZMD d'initiative privée. Les opérateurs privés sont en effet confrontés à des situations de locaux très isolés ou très coûteux à rendre raccordables similaires à celles rencontrées en zone d'initiative publique, et il n'y a pas lieu de d'avoir des modalités tarifaires différentes entre ces territoires.

Orange demande ainsi à l'Arcep (i) de revoir la définition des RAD, en limitant au seul critère de coût, (ii) de permettre à l'OI d'indiquer les locaux RAD dans ses fichiers IPE (informations préalables enrichies) au fil de l'eau, au fur et à mesure de la réalisation des études détaillées et (iii) de permettre à tout OI, aussi bien en ZMD d'initiative privée qu'en ZMD d'initiative publique, de mettre en place une tarification spécifique pour les locaux RAD très coûteux à rendre raccordables.

\*\*\*

S'agissant de la commercialisation d'offres de détail FttH sur les locaux RAD, Orange considère que le délai de 6 mois, nécessaire pour que l'OI puisse réaliser les travaux, complique la gestion de la souscription de l'abonnement par le client final.

En pratique, Orange estime que cette complexité peut néanmoins être levée en enclenchant en tant qu'OC la commande de RAD auprès de l'OI dès la prise d'intérêt du client final, sans pour autant l'engager contractuellement avec un abonnement.



<b>Question II.4.</b>	<b>Concernant globalement les marchés de gros du haut et du très haut débit fixe, y-a-t-il d'autres aspects sur l'évolution de ces marchés que ceux abordés précédemment et qui doivent, selon vous, retenir l'attention de l'Autorité ?</b>
-----------------------	--

À titre liminaire, Orange tient à souligner que la présentation de la délimitation des marchés de détail présenté p sur les marchés de détail fixes HD/THD (page 15 du document « Bilan et Perspectives ») est incohérente avec la délimitation opérée de manière constante par l'Arcep<sup>1</sup> et l'Autorité de la Concurrence<sup>2</sup>.

En effet l'Arcep opère une segmentation entre le marché résidentiel et le marché non résidentiel, alors que la pratique constante segmente le marché non résidentiel entre marché professionnel, d'une part, et marché entreprise, d'autre part.

Il en résulte une présentation des résultats (« *la part de marché d'Orange pour les services aux entreprises est supérieure à 50 % en nombre d'abonnements et en revenu quel que soit le service* ») biaisée puisqu'il s'agit dans les faits des données relatives au marché « non résidentiel » et non au marché « entreprise » comme indiqué à tort. Ces résultats ne reflètent ni les niveaux de parts de marché ni la dynamique réellement observée sur le marché de détail des services fixes « *spécifiques* » aux entreprises, comme le démontrent *a fortiori* les parts de marchés rapportées par l'Arcep à la section 2.3.2 du document en consultation, avec des parts de marché pour Orange bien inférieures à 50 % sur les supports cuivre de haute qualité et boucle locale optique dédiée (ci-après BLOD) accès.

Orange demande ainsi à l'Arcep de revoir cette présentation biaisée et de ne plus afficher des parts de marchés calculées sur un périmètre global des clients non-résidentiels.

**Focus sur le marché de détail fibre de haute qualité**

Orange estime, sur la base des données publiées par l'Arcep croisées avec les données de parcs d'Orange, que sa part de marché sur le marché de détail fibre de haute qualité est d'environ [...] fin 2021, soit en baisse de [...] points par rapport à fin 2018, ainsi qu'illustré dans le diagramme ci-dessous.

[...]

Par ailleurs, les parts de marché opérateurs « autres » (Adista et Bouygues Télécom étant les principaux opérateurs en parts de marché selon l'Arcep) ont continué d'augmenter sur cette période, ce qui atteste d'une forte concurrence sur le marché de détail au bénéfice de multiples acteurs. En effet, la part de marché des opérateurs tiers autres qu'Orange et SFR est ainsi passée de [...] fin 2018 à [...] fin 2021.

Orange constate en outre que la migration des accès du cuivre vers la fibre est amorcée pour les clients entreprises, et cela intensifie la concurrence sur le marché de détail fibre entreprise.

La croissance actuelle du marché profite davantage aux opérateurs tiers. Orange estime, sur la base des données publiées par l'Arcep croisées avec les données de parcs d'Orange, qu'Orange n'a bénéficié que de [...] de la croissance du marché de détail entre fin 2018 et fin 2021.

**Sur le marché de gros fibre de haute qualité**

Orange estime, sur la base des données publiées par l'Arcep croisées avec les données de parcs d'Orange, que sa part de marché sur le marché de gros fibre de haute qualité est d'environ [...] fin 2021, soit en baisse de [...] points par rapport à fin 2018, ainsi qu'illustré dans le diagramme ci-dessous.

---

<sup>1</sup> cf Décision Arcep 20-1446 section 2.1.2 a. distinction entre offres de détail « grand public », « pro » et « entreprises »

<sup>2</sup> cf Décisions de l'Autorité de la Concurrence 14-DCC-160 §465 - 466 et 14-DCC-199 §84

[...]

La part de marché d'Orange est ainsi passée symboliquement sous la barre des [...] fin 2021, avec une forte baisse [...] depuis fin 2018, alors que sur la même période la part de marché de SFR a fortement augmenté [...] pour atteindre un niveau similaire à celle d'Orange.

Entre le T4 2019 et le T4 2021, Orange estime n'avoir contribué que pour [...] à la croissance du marché de gros. SFR a ainsi tiré profit du net déclin d'Orange sur le marché de gros, comme le souligne d'ailleurs l'Arcep : « *Sur l'année 2021, SFR est, en dehors des réseaux d'initiative publique, le premier contributeur sur l'accroissement du parc du segment optique du marché de gros des accès de haute qualité.* »

\*\*\*

Les niveaux de part de marché atteints à date par Orange, tant sur le marché de détail fibre de haute qualité que sur le marché de gros, sont très inférieurs à 40 %<sup>3</sup>, et ne devraient pas évoluer significativement au cours du prochain cycle d'analyse de marché, compte tenu des dynamiques en cours. Ces éléments sont de nature à conclure à l'absence de position dominante d'Orange sur le marché de gros fibre de haute qualité au niveau national.

Compte tenu de ces éléments, **Orange considère que le maintien d'une régulation des offres FttO au niveau national n'est plus justifiée pour la période 2024-2028.**

<b>Question II.5.</b>	<b>Comment envisagez-vous l'évolution de ces marchés, notamment au regard de la fermeture du réseau cuivre ?</b>
-----------------------	--

Comme évoqué en réponse aux questions I.1 et I.2, la perspective de la fermeture du réseau cuivre permettra une accélération de la migration des clients du cuivre pour la fibre. Pour les offres à destination des entreprises, cela suppose que soient levés les freins identifiés précédemment, s'agissant de la disponibilité des offres FttH multi-accès, de la généralisation d'offres FttE fonctionnelles sur l'ensemble du territoire, et de la mise en place d'une tarification adaptée pour les offres FttE.

<b>Question II.6.</b>	<b>La méthode et les critères utilisés lors des précédentes analyses de marché pour opérer la délimitation géographique des marchés (cf. section 2.2 « délimitation géographique du marché » des décisions n° 2020-1445, n° 2020-1446, n° 2020-1447, et n° 2020-1448) vous semblent-ils devoir être modifiés au regard des évolutions constatées sur les marchés ?</b>
-----------------------	--

À l'occasion du nouvel cycle d'analyse des marchés, visant à définir le cadre réglementaire pour les cinq années à venir (2024 à 2028), Orange estime que les conditions sont réunies pour une levée de la régulation de l'accès passif à la boucle locale cuivre (dégrouper) dans une partie importante du territoire, et pour une levée totale de la régulation de l'accès activé (bitstream DSL) au niveau national.

Orange rappelle que la régulation asymétrique doit reposer en premier lieu sur l'analyse prospective de la situation concurrentielle sur les marchés de détail. La nécessité d'une intervention correctrice sur les marchés de gros en amont doit ainsi être justifiée par sa capacité à résoudre les éventuels problèmes d'ordre concurrentiel identifiés au niveau du détail.

\*\*\*

---

<sup>3</sup> Selon les lignes directrices de 2018 de la Commission européenne sur l'analyse du marché et l'évaluation de la puissance : « *L'expérience de la Commission enseigne qu'une position dominante est peu vraisemblable si la part de marché de l'entreprise est inférieure à 40 %* ».

Comme le souligne à juste titre la Commission européenne dans sa recommandation (UE) 2020/2245 du 18 décembre 2020 concernant les marchés pertinents de produits et de services dans le secteur des communications électroniques susceptibles d'être soumis à une réglementation ex ante conformément à la directive (UE) 2018/1972 du Parlement européen et du Conseil établissant le code des communications électroniques européen :

*« L'un des objectifs du nouveau cadre réglementaire est de réduire progressivement les règles sectorielles ex ante au fur et à mesure que la concurrence s'intensifie sur les marchés et, à terme, de garantir que les marchés des communications électroniques ne soient régis que par le droit de la concurrence. »*

*[...] si les marchés de détail se trouvent en situation de concurrence effective en l'absence de régulation du gros, les autorités de régulation nationales devraient en conclure que la régulation n'est plus nécessaire sur les marchés de gros correspondants. »*

En application de ce principe, l'imposition d'obligations réglementaires ex ante ne peut être justifiée pour un marché de gros donné que dans la mesure où les trois critères visés à l'article 67 du code des communications électroniques européen, (i) l'existence d'obstacles à l'entrée importants et non transitoires d'ordre structurel, juridique ou réglementaire, (ii) l'absence d'évolution au cours de la période visée vers une concurrence effective, et (iii) l'incapacité du droit de la concurrence à répondre efficacement aux éventuelles défaillances du marché, sont cumulativement remplis.

En particulier, la Commission européenne insiste, dans sa recommandation, sur le fait qu'une analyse géographique approfondie doit être menée, conformément à l'article 64 du code européen, dans le cadre de la détermination des marchés pertinents, compte tenu du fait que les éventuels problèmes d'ordre concurrentiel ne persistent pas de manière uniforme sur le territoire.

*« Jusqu'à présent, les autorités de régulation nationales ont considéré que la plupart des marchés étaient nationaux parce que le réseau en cuivre de l'opérateur historique disposait d'une couverture nationale. Toutefois, au fur et à mesure que progresse le déploiement de réseaux alternatifs, les conditions de concurrence peuvent varier de manière significative et durable entre différentes parties d'un même État membre (par exemple, entre les zones urbaines et les zones rurales), ce qui rend nécessaire la définition de marchés géographiques distincts. »*

La méthode décrite par la Commission européenne consiste, dans un premier temps, à définir une « unité géographique de base [...] suffisamment petite pour éviter toute variation significative des conditions concurrentielles au sein de chaque unité, mais suffisamment grande pour éviter toute micro-analyse fastidieuse et nécessitant de nombreuses ressources qui pourrait entraîner une fragmentation du marché » puis, sur la base d'une analyse menée au niveau de chaque unité géographique de base, procéder dans un second temps à un regroupement des unités « qui affichent des conditions concurrentielles similaires » en examinant des indicateurs tels que « l'empreinte des réseaux, le nombre de réseaux concurrents, leurs parts de marché respectives, l'évolution des parts de marché [...] ».

La délimitation géographique des marchés pertinents suppose ainsi une analyse systématique des unités géographiques de base, avant de procéder à des regroupements au niveau desquels les conditions de concurrence sont suffisamment homogènes. En particulier, la Commission européenne précise que « les marchés géographiques non adjacents qui présentent des conditions de concurrence similaires peuvent être analysés ensemble à ce stade. »

\*\*\*

Lors du précédent cycle d'analyse de marchés, l'Arcep n'a pas correctement suivi la méthode définie par la Commission européenne, et a réalisé une analyse géographique biaisée pour les trois marchés (3a, 3b & 4).

En premier lieu, l'Arcep a établi son analyse sur la base du bilan de la situation concurrentielle à l'automne 2020, et non pas sur une approche prospective à l'horizon du cycle d'analyse de marché, comme le recommande la Commission européenne :

*« Dans la présente recommandation, le point de départ du recensement des marchés pertinents devrait être la définition des marchés de détail sous un angle prospectif, associée à un horizon temporel défini et guidée par le droit de la concurrence. »*

Ensuite, au lieu de mener une analyse au niveau des communes, qui constituent les unités géographiques de base pertinentes au vu des critères définis par la Commission européenne, l'Arcep a ainsi mené son analyse sur 14 zones, définies arbitrairement en amont sur la base de critères arbitraires (zones très denses / zones moins denses, présence ou non de réseaux câblés, groupe d'appartenance de l'opérateur).

Avec de tels critères, et compte tenu du fait que les déploiements FttH étaient en cours, chaque zone constituait une sorte de reproduction en modèle réduit de la situation alors en vigueur au niveau national, avec des situations très différentes au sein de chaque zone s'agissant notamment des niveaux de déploiement du FttH, de venue des OC, de migration du cuivre vers la fibre. Par construction, ces 14 zones furent *in fine* considérées par l'Arcep comme relativement proches entre elles au niveau de la situation concurrentielle, puisque les critères quantitatifs retenus par l'Arcep pour chaque marché (3a, 3b & 4) furent appréciés en moyenne au sein de chaque zone.

**Ainsi, ce regroupement arbitraire en 14 zones en amont de l'analyse géographique a conduit l'Arcep à conclure à tort à un seul marché pertinent au niveau national pour le marché 3a.**

\*\*\*

Pour le nouveau cycle d'analyse de marchés (2024-2028), l'Arcep doit mener une analyse géographique dans le cadre de la revue de chaque marché pertinent, en respectant les principes définis par la Commission européenne dans sa recommandation.

L'Arcep doit conduire cette analyse prospective à la maille de chaque commune, qui constitue l'unité géographique de base pertinente au vu des critères définis par la Commission européenne et non plus à la maille de zones définies arbitrairement en amont.

*« Dans tous les cas, conformément à la pratique de la Commission, l'unité géographique devrait être a) d'une taille appropriée, c'est-à-dire suffisamment petite pour éviter toute variation significative des conditions concurrentielles au sein de chaque unité, mais suffisamment grande pour éviter toute micro-analyse fastidieuse et nécessitant de nombreuses ressources qui pourrait entraîner une fragmentation du marché, b) capable de refléter la structure du réseau de l'ensemble des opérateurs concernés et c) assortie de limites claires et stables dans le temps [...]. »*

Dans le cadre de l'analyse du nouveau marché 1 (ex-marché 3a) « fourniture en gros d'accès local en position déterminée » tel que défini par la Commission européenne en annexe de sa recommandation, Orange considère indispensable que l'Arcep tienne compte dans son analyse géographique des taux de déploiement du FttH, de la présence des opérateurs commerciaux (ci-après OC), de la migration du cuivre vers la fibre.

L'Arcep devra en particulier tenir compte des accords de cofinancement dans le cadre de la délimitation des marchés géographiques pertinents comme la Commission européenne le rappelle dans sa recommandation.

*« Les accords commerciaux, notamment les accords sur l'accès de gros, les accords de co-investissement et les accords d'accès réciproque entre opérateurs, qui ont été conclus dans une perspective à long terme et s'inscrivent dans la durée, sont susceptibles d'améliorer la dynamique de concurrence et, à terme, de résoudre les problèmes de concurrence sur le marché de détail correspondant, conduisant par là même à une déréglementation des marchés*



*de gros. Dès lors, pour autant qu'ils respectent les principes du droit de la concurrence, il convient d'en tenir compte pour déterminer si, à terme, un marché est appelé à devenir concurrentiel. »*

Au regard de tous ces éléments, **Orange considère que l'Arcep ne pourra maintenir un seul marché pertinent au niveau national pour le marché 1** et devra nécessairement adapter son cadre réglementaire à la nouvelle dynamique concurrentielle du marché en ne maintenant la régulation ex ante que dans les seules zones du territoire national où celle-ci serait justifiée pour résoudre les éventuels problèmes d'ordre concurrentiel identifiés au niveau du détail.

<b>Question II.7.</b>	<b>Plus généralement, partagez-vous le bilan de la situation des marchés des haut et très haut débit fixe établi ci-dessus ?</b>
-----------------------	--

Orange renvoie aux réponses aux questions précédentes.

<b>Question II.8.</b>	<b>Avez-vous d'autres remarques à porter à la connaissance de l'Autorité sur ces aspects ?</b>
-----------------------	--

Orange n'a pas d'autre remarque à formuler.

\*\*\* \*\*

\*\*\* \*\*

## ENJEUX POUR LE PROCHAIN CYCLE DE REGULATION

Question III.1.	Avez-vous des observations sur les enjeux tels qu'identifiés par l'Autorité pour le prochain cycle d'analyse des marchés fixes, concernant les marchés et segments généralistes ?
Question III.2.	Avez-vous des observations sur les enjeux tels qu'identifiés par l'Autorité pour le prochain cycle d'analyse des marchés fixes, concernant les marchés et segments entreprises ?

S'agissant de la fermeture du réseau cuivre, Orange partage globalement l'enjeu de l'Arcep, et insiste sur la nécessité de la révision du critère « 100 % raccordables » sans laquelle la fermeture du réseau cuivre ne pourra être mise en œuvre effectivement conformément au plan d'Orange.

S'agissant de la qualité de service du réseau cuivre, Orange insiste sur le fait qu'un maintien d'un niveau de qualité de service satisfaisant ne peut être garanti qu'à la condition d'une révision à la hausse du tarif-plafond du dégroupage afin de permettre à Orange de recouvrer légitimement les coûts qu'elle supporte au titre de la maintenance et de l'exploitation du réseau cuivre.

S'agissant de marché des offres fibre à destination de la clientèle entreprise, Orange demande à l'Autorité de prendre acte de l'évolution de la situation concurrentielle et de la généralisation des offres de type FttE pour adapter son cadre réglementaire, et alléger en conséquence les obligations asymétriques qui ne concernent qu'Orange.

S'agissant de l'accès aux infrastructures de génie civil, Orange demande à l'Arcep de corriger dès à présent la décision tarifaire génie civil pour application pleine et entière dès 2023, sans lissage.

Par ailleurs, Orange estime que l'évolution de la situation concurrentielle sur les différents marchés de détail, compte tenu de la généralisation des offres sur fibre, doit conduire l'Arcep à déréguler tout ou partie des marchés de gros analysés, ce qui devrait constituer aux yeux d'Orange pour l'Arcep l'enjeu prioritaire du 7<sup>ème</sup> cycle d'analyse de marché, compte tenu des fondements de la régulation asymétrique.

\*\*\* \*\*

\*\*\* \*\*

## PERSPECTIVES

### A. FIBRE

#### Perspective A.1. Qualité de service et résilience des réseaux FttH exploitation

---

##### *Problématiques rencontrées dans l'exploitation des réseaux FttH*

Question A.1.1	Quelles difficultés d'exploitation observez-vous ou rencontrez-vous encore sur les réseaux FttH ?  Quel bilan faites-vous des actions entreprises au sujet de la qualité de l'exploitation des réseaux FttH ?  Si les obligations en matière de qualité de service sont encore relativement récentes, des adaptations vous sembleraient-elles nécessaires, et le cas échéant lesquelles ?
----------------	---

Orange est pleinement engagé dans les différentes instances sous l'égide de l'Arcep traitant de l'exploitation des réseaux FttH. Les actions identifiées dans ce cadre sont de nature à résoudre l'essentiel des difficultés d'exploitation rencontrées sur la plupart des réseaux.

\*\*\*

Orange insiste en premier lieu sur le fait que le problème central de l'exploitation des réseaux FttH (tel qu'il est remonté par les clients, les collectivités locales, etc.) est lié aux réseaux défaillants – notamment les réseaux Free Infra conçus avec des points de mutualisation de grande capacité (PM GC) ([...] des lignes FttH exploitées par Free infra), les ex-réseaux Tutor repris par Altitude ainsi que certains réseaux XpFibre – sur lesquels Orange constate un écart flagrant de qualité de service (taux d'échecs de production, taux de pannes, etc.) par rapport aux autres réseaux.

Orange note que certains OI ont récemment annoncé voire engagé des plans de reprise structurelle de leurs réseaux défaillants. Orange salue cette initiative, mais reste néanmoins vigilant à ce que ces plans soient suffisamment ambitieux pour embarquer la totalité du périmètre des réseaux défaillants.

En tout état de cause, **Orange souhaite que l'Arcep continue à exercer son pouvoir de contrôle sur tous les OI concernés par des réseaux défaillants** pour qu'ils puissent engager sans attendre les plans de remise en état de leurs réseaux, ce qui peut passer par un gel de commercialisation tant que le réseau n'aura pas été repris et par la mise en place de pénalités suffisamment incitatives pour les contraindre à reprendre leurs réseaux.

\*\*\*

**Concernant le bilan des actions entreprises au sujet de la qualité de l'exploitation des réseaux FttH**, Orange constate que la mise en œuvre progressive par les opérateurs des actions des deux feuilles de route définies par l'Arcep s'inscrit dans une démarche efficace, visant à répondre aux critiques répétées de certains acteurs vis-à-vis du mode STOC, qui est et doit rester le mode d'intervention privilégié pour la réalisation des interventions chez le client.

Orange soutient les initiatives communes de la FFT et d'Infranum, s'agissant de nouvelles actions pour améliorer la qualité de l'exploitation des réseaux FttH, en particulier la certification des techniciens des sous-traitants des OC en charge du raccordement des clients au FttH.



Orange n'a pas encore réalisé de bilan sur les outils mis en place (généralisation du CRI enrichi avec photo, contrôle par intelligence artificielle, etc.) compte tenu qu'il s'agit de dispositifs relativement récents.

Orange tient à poursuivre le suivi engagé dans le cadre multilatéral, sous l'égide de l'Arcep, et est convaincu que ces projets vont porter leurs fruits et apporter des améliorations significatives à la qualité de l'exploitation des réseaux FttH.

\*\*\*

**Concernant les obligations de qualités de service sur les réseaux FttH**, Orange avait accueilli favorablement le moratoire proposé par l'Arcep jusque début 2023, avec mise en place d'une période d'observation, s'agissant de l'entrée en vigueur du contrôle des seuils pour les indicateurs de qualité de service, compte tenu du fait que les réseaux FttH étaient encore massivement en déploiement.

Le constat réalisé en 2020 demeure valable aujourd'hui. L'activité intense de déploiement et de réalisation des raccordements, a pour conséquence de générer des instabilités sur le réseau, compte tenu des interventions multiples aux PM, ainsi que des tensions au niveau des entreprises sous-traitantes, sollicitées à la fois pour la construction du réseau et pour la production et la maintenance des accès.

Orange note d'ailleurs que certains OI ne respectent pas leurs obligations et ne proposent pas l'ensemble des indicateurs demandés. Une analyse reste à mener s'agissant du niveau pertinent des seuils pour une mesure efficace et non discriminante de la performance de chaque OI. Le mécanisme d'évaluation ne peut entrer en vigueur que lorsque la totalité des OI seront capables de fournir les données permettant de mesurer leur performance.

Aussi, le mécanisme d'évaluation défini par l'Arcep repose actuellement sur un indicateur composite incluant tous les indicateurs du tableau 1 de l'annexe 2 de la décision symétrique de décembre 2020. Or la performance de cet indicateur composite n'a pas encore été estimée puisque les seuils pourraient être adaptés à la suite de la phase d'observation. Les premiers indicateurs modélisés par les OI montrent d'ailleurs que certains seuils seront à modifier car leurs niveaux, initialement fixés sur la base de la performance sur le réseau cuivre, ne sont pas cohérents avec les performances opérationnelles sur les réseaux FttH à date.

Orange demande en outre qu'une analyse précise de l'ensemble des indicateurs soit conduite, afin que le mécanisme d'évaluation via l'indicateur composite puisse être limité aux indicateurs les plus importants (et non sur la totalité des 9 indicateurs production et des 8 indicateurs SAV) et sous maîtrise exclusive de l'OI.

**Compte tenu de ces éléments, Orange demande ainsi à l'Arcep de proroger le moratoire et la période d'observation**, afin d'évaluer collectivement le comportement des indicateurs définis, de vérifier leur impact sur la qualité de service perçue par les OC et les clients, et de définir les seuils adaptés à respecter lorsque le mécanisme d'évaluation entrera en vigueur.

\*\*\*

Concernant les indicateurs relatifs à l'exploitation FttH communiqués à l'Arcep dans le cadre du groupe de travail, Orange considère qu'un travail de rationalisation est nécessaire. Orange souhaite disposer d'un bilan sur l'utilisation par l'Arcep de ces indicateurs, afin de recentrer la production aux seuls indicateurs constituant un réel moyen de mesure de la performance et un vrai levier d'amélioration.



## *Résilience de la nouvelle infrastructure de référence face à des incidents d'une particulière gravité*

<b>Question A.1.2</b>	<b>Comment assurer, selon vous, un niveau de résilience sur les réseaux FttH permettant de faire face aux aléas externes d'une particulière gravité ?</b>  <b>Les acteurs sont invités à indiquer les mesures pertinentes en place ou à mettre en œuvre afin d'assurer une résilience suffisante de l'infrastructure, notamment en termes de rétablissement du service, face à certains incidents graves.</b>
-----------------------	---

Lorsque des aléas externes d'une particulière gravité surviennent sur un réseau FttH, la résolution doit être pilotée par l'OI, en coordination avec les OC le cas échéant. Les câbles NRO-PM sectionnés ou les incidents dans les NRO peuvent entraîner la coupure du service pour un nombre important d'abonnés.

Cela nécessite une organisation adaptée et la mobilisation de personnel, moyens qu'Orange a depuis longtemps intégrés dans ses processus de rétablissement, compte tenu de son expérience avec l'exploitation du réseau de boucle locale cuivre. Sur le réseau FttH, les incidents détectés sont qualifiés, priorisés et leur rétablissement est piloté en prenant en compte l'impact pour le client mais aussi l'impact global sur le territoire concerné. Orange dispose d'une entité spécialisée à même de solliciter tous les moyens et acteurs permettant un rétablissement dans les meilleurs délais, y compris le management pour des prises de décisions stratégiques.

Plus précisément, il ressort du retour d'expérience sur les impacts du cyclone Batsirai sur la zone Réunion-Mayotte en février 2022, partagé en multilatérale FttH, un besoin de qualification du seuil de déclenchement d'une zone en crise majeure pour activer des moyens en renfort de l'OI et des OC, ainsi qu'un besoin de coordination et d'information renforcées entre les OI et les OC.

Une cellule de crise OI/OC doit être en mesure de dresser l'état des lieux du sinistre et de partager l'ordonnancement des travaux de maintenance curative projetés dans la zone sinistrée. Orange mène actuellement un travail en multilatéral FttH avec les opérateurs pour définir le mode de fonctionnement adéquat et les actions de la cellule de crise.

De façon générale, le réseau FttH repose sur des architectures qui peuvent être fragilisées par des aléas climatiques tels que tempêtes, incendies, etc. Cela pose la question de l'enfouissement de certains segments aériens à moyen terme dans les zones les plus sensibles.

\*\*\* \*\*

\*\*\* \*\*

## Perspective A.2. Changement d'opérateur exploitant et migration de réseaux

---

### *Conséquences opérationnelles éventuelles des migrations de réseaux*

<b>Question A.2.1</b>	<p>a. Rencontrez-vous des difficultés particulières lors des migrations de réseaux FttH ou de changements d'exploitant, notamment s'agissant des offres à destination des entreprises ? Le cas échéant, de quelles natures sont ces éventuelles difficultés ?</p> <p>b. Observez-vous des difficultés d'exploitation plus fréquentes ou plus importantes sur des réseaux en attente ou en cours de migration ? Le cas échéant, quelles sont, selon vous, les causes qui pourraient en être à l'origine et les moyens d'y remédier ?</p> <p>c. Pensez-vous que les migrations de réseaux puissent engendrer des problématiques relatives à la non-discrimination entre opérateurs ? Le cas échéant, il vous est demandé de préciser lesquelles et quelles seraient, selon vous, les mesures nécessaires à mettre en œuvre pour la ou les minimiser ?</p>
-----------------------	---

Orange souscrit aux travaux engagés dans le cadre du groupe de travail inter-opérateurs « Migration » sous l'égide de l'Arcep permettant d'établir un guide des bonnes pratiques s'agissant des migrations de réseaux FttH, qui se rencontrent ces dernières années plus spécifiquement dans le cas des réseaux d'initiative publique (ci-après RIP).

Orange souligne l'importance de la qualité et de l'exhaustivité de la documentation rassemblant l'ensemble des informations mises à la disposition du repreneur. Ces informations concernent le réseau (études, DOE, etc.), les équipements, les clients (par opérateur, par offre, en parc, résiliés, etc.), les contrats (conventions diverses, contrats commerciaux, etc.), les éléments facturés (parcs, tarifs, par offre et par opérateur, etc.) et autres documents administratifs (autorisations, etc.).

Dans les cas où Orange s'est retrouvé dans la situation de repreneur, cette documentation n'a pas toujours pu être partagée avec Orange, ce qui a conduit à des difficultés de reprises, en particulier en ce qui concerne les délais de reprise qui ont dû être ajustés en fonction de la documentation effectivement disponible.

Un principe clé doit par ailleurs prévaloir pour veiller au respect de la non-discrimination dans le cadre de la reprise : les conditions tarifaires de reprise doivent être celles du catalogue du repreneur pour les anciens comme les nouveaux clients pour éviter toute iniquité de traitement.

\*\*\*

Orange tient à dresser un bilan des difficultés rencontrées en tant que repreneur en fonction des offres et des infrastructures.

**S'agissant précisément de la reprise d'un réseau FttH passif**, les difficultés rencontrées ont pu être les suivantes :

- la mise à disposition d'informations non exhaustives sur le réseau et le parc. Ces éléments sont des prérequis indispensables à la reprise et Orange constate qu'un délai de 5 mois avant de démarrer les migrations est nécessaire ;
- un problème d'étiquetage des PM. Leur ressaisie dans les SI du repreneur et sur le terrain peut entraîner des délais et des coûts non négligeables ;
- les difficultés de négociation avec les opérateurs sur le périmètre de reprise, s'agissant de la convergence vers un avenant au contrat standard du repreneur. Il a ainsi été convenu après négociation avec les OC et échange avec l'Arcep, que seules les tranches de cofinancement souscrites avant la date de reprise du réseau et seuls les PM déployés avant cette reprise font

partie du périmètre de reprise et donc du périmètre de l'avenant, dans lequel les tarifs de cofinancement du cédant sont alors repris.

Orange considère qu'un gel commercial entre 10 jours et 1 mois pour le FttH passif est nécessaire pour permettre la livraison et la mise en production de toutes les commandes en cours par le cédant avant le début des opérations de reprise. Ce délai doit notamment permettre de reprendre la totalité du parc de clients et ainsi limiter les opérations à répéter pour les opérateurs. Si le gel commercial n'a pas suffi, il peut être nécessaire d'avoir un cadre normalisé ou recommandé pour la gestion des encours.

**S'agissant des offres activées**, certaines particularités doivent être prises en compte pour l'instruction et la reprise de réseaux activés, ce qui a un impact sur les délais de reprise. En effet, certaines composantes du réseau comme la collecte ne sont pas forcément des biens de retour et sont souvent imbriqués dans le réseau déployé en propre par l'opérateur cédant. Il peut être difficile pour le repreneur de reprendre à l'identique les offres activées du cédant, car il est alors nécessaire de reconstruire partiellement, de mettre à niveau et de reconfigurer les éléments actifs du réseau. Dans ces conditions, c'est au repreneur de reconstruire les éléments de réseau non repris et pourtant nécessaires à l'exploitation technique et commerciale des offres activées. Cela nécessite un délai de reprise supplémentaire, y compris pour ce qui concerne le gel commercial.

**S'agissant des offres entreprise avec qualité de service renforcée et en particulier pour le réseau BLOD**, le repreneur peut être amené à gérer des architectures techniques et équipements différents, ne faisant pas partie de son ingénierie habituelle. Il doit alors reprendre le réseau en l'état, sachant que le dimensionnement et la qualité du réseau sont limités pour la venue de nouveaux opérateurs. Cela pose la question de la pérennité des équipements choisis : existence de lots de remplacement, capacité à entretenir un équipement qui peut ne plus être commercialisé voire qui est obsolète, etc. Il s'agit de dépenses et contraintes non prévues qui ralentissent et perturbent le processus de reprise.

Les conditions tarifaires pratiquées par certains opérateurs cédants, en particulier pour les offres du segment entreprise, peuvent être difficilement acceptables financièrement ou difficilement identifiables (conditions tarifaires hors catalogue) par le repreneur.

De plus, **dans le cadre de reprise des offres FttE**, les règles d'ingénierie du repreneur peuvent être différentes de celles du cédant, notamment le point d'accès dédié, les connecteurs sécurisés et les tiroirs dédiés au PM.

Orange considère ainsi opportun que l'Arcep établisse des bonnes pratiques s'agissant de la reprise de réseaux en tenant compte des retours d'expérience des opérateurs.

\*\*\* \*\*

\*\*\* \*\*

## Perspective A.3. Obligations comptables applicables pour les réseaux de boucle locale optique mutualisée

<b>Question A.3.1</b>	<b>Les contributeurs à la consultation publique sont invités à commenter la liste proposée par l'Arcep.</b>
-----------------------	---

Les RIP exploités par Orange ont été regroupés au sein d'Orange Concessions, opérateur codétenu par Orange à hauteur de 50 % et par un consortium composé de la Banque des Territoires, d'EDF Invest et de CNP Assurances à hauteur de 50 % également.

Orange Concessions exploite à date 24 RIP, fort divers tant dans leur format juridique que leur taille, leur date d'attribution, leur durée, etc. Les formats juridiques conduisent à des modèles économiques, des organisations, une répartition des risques et des responsabilités entre le partenaire privé et la personne publique très sensiblement différents d'un RIP à l'autre, ne permettant pas une analyse comparée des comptes des différents projets, qui ne font d'ailleurs pas tous l'objet de société de projet dédiée.

Orange Concessions étant une entreprise récente, les outils de reporting et les systèmes d'information sont encore en cours de développement et les ressources d'Orange Concessions sont limitées (une centaine de salariés).

\*\*\*

Orange tient à rappeler les éléments suivants, relatifs à la comptabilité des RIP.

Le cahier des charges propre à chaque projet public conduit à des travaux de déploiement différents et donc des coûts peu comparables d'un RIP à l'autre (selon le taux de raccordements longs acceptés par la collectivité, l'existence de raccordables à la demande, les exigences relatives aux méthodes de génie civil utilisées, le niveau d'enfouissement vs. recours à l'aérien, etc.).

Aussi, les flux supportés par chaque RIP ne sont pas de même nature. Les recettes de commercialisation sont perçues par les OI, statut qui n'est pas toujours celui du partenaire public en cas de RIP :

- dans les formats de type Conception Réalisation Exploitation Maintenance (CREM), Marché Public Global de Performance (MPGP) ou Partenariat Public Privé (PPP), c'est la collectivité qui est OI et qui perçoit les recettes des FAI ; le partenaire privé est alors exclusivement rémunéré par la collectivité en fonction des missions qui lui sont confiées (études, déploiement, exploitation, maintenance, assistance à commercialisation). Pour les CREM et MGP, les coûts de déploiement, d'exploitation, de maintenance et d'assistance à commercialisation sont intégralement comptabilisés en OPEX ;
- dans le cas des Délégations de Service Public (DSP) d'affermage, la société de projet reçoit le réseau construit en contrepartie de redevances d'affermage (équivalentes à des loyers) ;
- dans le cas des DSP concessive, les coûts de déploiement du réseau sont bien supportés par l'opérateur délégataire.

Enfin, Orange attire également l'attention de l'Autorité sur les différences de traitement comptables qui ont pu être retenues entre les différents opérateurs de RIP et parfois même au sein d'un même groupe d'exploitant de réseaux selon les exigences des collectivités ou la date de démarrage du projet. Quelques items en particulier sont concernés par ces différences : les cofinancements (reconnus en une fois en CA ou bien étalés sur la durée des droits – 20, 40, 60 ans), les raccordements clients (en OPEX ou en CAPEX), les redevances d'affermage (en CAPEX ou en OPEX selon la nature et selon les opérateurs).

\*\*\*

C'est pour ces raisons qu'Orange demande à l'Arcep de **limiter les restitutions comptables aux seuls projets portés par des contrats de types DSP Concessive**, qui sont les plus représentatifs des coûts de déploiement à la charge des RIP (notamment par rapport aux DSP d'affermage où l'opérateur ne connaît que les loyers versés) et les plus exhaustifs en termes de flux économiques.

Orange signale également les éléments suivants, s'agissant du projet de l'Arcep :

- la segmentation des informations telle que demandée par l'Arcep n'est pas forcément disponible en lecture directe dans la comptabilité des filiales RIP d'Orange Concessions ;
- les informations disponibles au sein des entités n'auront pas forcément un traitement homogène et unifié compte tenu des contrats industriels propres à chaque filiale, et des actions engagées d'harmonisation des référentiels, qui se poursuivent en 2022 ;
- une reconstitution *a posteriori* de la segmentation des informations – notamment sur les exercices 2021 et antérieurs – nécessiterait un travail lourd et conséquent, pour lequel Orange Concessions ne dispose pas de ressources.

Ainsi, Orange Concessions ne sera pas en mesure de fournir l'intégralité des données listées dans le document mis en consultation publique, mais fera ses meilleurs efforts pour fournir ce qui sera disponible à partir de sa comptabilité analytique.

\*\*\* \*\*

\*\*\* \*\*

## B. CUIVRE GENERALISTE

### Perspective B.1. Maintenir la qualité de service du réseau de cuivre

Orange se retrouve aujourd'hui face à une équation économique insoutenable sur le réseau cuivre.

Ce réseau se vide progressivement depuis 10 ans, mais les coûts d'exploitation restent majoritairement fixes car ils restent corrélés à la taille du réseau, avec une pression sans cesse accrue (intempéries, dégradations, vols de câbles) et de fortes exigences de qualité de service.

Jusque fin 2020, le tarif du dégroupage était évalué sur la base des coûts réglementaires d'Orange, ce qui permettait en principe à Orange de recouvrer légitimement ses coûts. La décision tarif-plafond dégroupage de décembre 2020<sup>4</sup> évalue désormais les coûts à partir de la modélisation d'un réseau FttH théorique couvrant l'ensemble du territoire, et ne tient donc plus compte des coûts réellement supportés par Orange pour son réseau cuivre, qui sont supérieurs à ceux modélisés.

Ainsi le tarif-plafond du dégroupage total fixé par l'Arcep ne permet plus une rémunération raisonnable pour Orange des investissements réalisés et des coûts d'entretien et de maintenance du réseau, ce qui entraîne nécessairement des conséquences sur la qualité de service qu'Orange est en mesure d'assurer pour son réseau cuivre. Orange perd aujourd'hui de l'argent pour chaque accès dégroupé mis à disposition des opérateurs tiers.

S'agissant du prochain cycle d'analyse de marchés (2024-2028), Orange demande ainsi à l'Arcep de revoir à la hausse l'encadrement tarifaire du dégroupage applicable à la zone qui restera régulée pour la période 2024-2028. Orange demande notamment à l'Arcep de corriger son modèle ascendant de boucle locale optique mutualisée, en particulier en réintégrant le coût du raccordement câblage client final, qui avait été exclu à tort par l'Arcep du périmètre des coûts permettant de définir le tarif-plafond du dégroupage dans la décision de décembre 2020, et en adaptant le coût lié à l'imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux (IFER).

**Question B.1.1**    **Pensez-vous les modalités retenues pour l'évaluation de la qualité de service et rappelées ci-avant pertinentes ?**

**Le cas échéant, sur quels aspects des évolutions pourraient être utiles (lignes concernées, indicateurs, seuils, etc.) ?**

Orange insiste sur l'énorme volume d'activité nécessaire pour l'élaboration des multiples documents regroupant les quelques 800 indicateurs demandés chaque mois par l'Arcep, rien que sur les domaines du dégroupage et du bitstream. Au-delà de la mobilisation de ressources supplémentaires pour mener un tel travail, **Orange s'interroge sur le bien-fondé d'une telle profusion d'indicateurs** (notamment les granularités demandées à la maille DO), au détriment de la capacité d'analyse, du pilotage opérationnel et de la capacité à définir les mesures nécessaires à l'amélioration de la qualité de service.

\*\*\*

Orange demande ainsi à l'Arcep de revoir le contrôle des indicateurs de qualité de service pour le dégroupage et le bitstream, de manière à recentrer le suivi et refléter réellement la performance d'Orange sur l'exploitation de son réseau cuivre.

<sup>4</sup> Décision n° 2020-1493 de l'Arcep en date du 16 décembre 2020 fixant un encadrement tarifaire de l'accès à la boucle locale cuivre pour les années 2021 à 2023

**S'agissant du périmètre, l'évaluation à la maille nationale retenue dans l'analyse de marché précédente doit être conservée** pour permettre d'éviter les fluctuations des indicateurs compte tenu des phénomènes locaux (échantillons trop faibles pouvant fausser les indicateurs, migrations du cuivre vers la fibre non homogènes en fonction des zones).

Avec la mise en œuvre concrète de la fermeture du réseau cuivre et, l'adaptation de la maintenance des accès en amont de la fermeture technique, **le retrait du périmètre des indicateurs des adresses & communes pour lesquelles une fermeture commerciale a été prononcée doit être maintenu, afin de disposer d'une mesure effective de la performance d'Orange.**

L'évaluation du niveau des indicateurs étant effectuée sur une périodicité trimestrielle, **Orange considère que le rythme de production des indicateurs doit être ramené à un rythme trimestriel**, tout en conservant la possibilité pour l'Arcep de solliciter Orange pour une vision mensuelle plus précise en cas de difficultés à analyser.

Les indicateurs relevant de l'ensemble nommé « new KPI », fournis chaque mois depuis 2017 par Orange aux opérateurs et pour lesquels aucun commentaire ou questionnement n'a jamais été formulé, doivent être supprimés.

Concernant les indicateurs retenus pour la mesure de la performance d'Orange, Orange réaffirme son opposition à toute évaluation de la qualité de service du réseau cuivre qui serait établie sur des situations qui ne relèvent pas de sa propre responsabilité ou sur des mesures liées aux actions visant à corriger les manquements des opérateurs.

**S'agissant du taux d'échec d'accès à la boucle locale cuivre**, Orange mesure que nombre des échecs sont liés à des situations pour lesquelles Orange n'est pas concerné (annulation par le client car celui-ci voulait la fibre, commandes initiées par les opérateurs sur les logements non éligibles aux offres cuivre, travaux en domaine privatif non réalisés par le client etc.). L'indicateur doit être redéfini afin que ces situations, qui ne relèvent pas de la responsabilité d'Orange, ne soient pas comptabilisées dans l'indicateur de mesure de la performance du réseau cuivre d'Orange. À titre d'exemple, cet indicateur passe, pour le T1 2022, respectivement de 10,1 % à 4,3 % pour le dégroupage et de 16,3 % à 10,0 % pour le bitstream DSL dès lors que l'on retire les situations qui ne sont pas de la responsabilité d'Orange.

**Le principe des mesures au 95<sup>ème</sup> percentile est lui aussi contestable**, sous deux aspects, d'une part, la volatilité de la mesure qui se concentre sur les situations extrêmes et donc ne reflète pas fidèlement la perception client et, d'autre part, le fait que les actions d'amélioration sur d'autres indicateurs ont des effets collatéraux sur les délais (production & SAV) au 95<sup>ème</sup> percentile. Orange demande ainsi à l'Arcep de remplacer les indicateurs au 95<sup>ème</sup> percentile par des indicateurs sur la base de délais moyens ou avec percentile plus représentatif (ex : 80<sup>ème</sup>), qui sont largement préférables et tout aussi pertinents.

En conclusion, Orange considère à cet effet que l'ensemble du contrôle par indicateurs de la qualité de service sur réseau cuivre doit être révisé (valeurs cibles, périmètre, périodicité), avec pour seul objectif de réaliser une analyse de la performance opérationnelle au niveau national, de sorte que soient mises en place les actions d'amélioration de la qualité de service au bénéfice des clients tout en tenant pleinement compte de l'impact de la fermeture du réseau cuivre.

<b>Question B.1.2</b>	<b>Avez-vous d'éventuelles observations à formuler sur le mécanisme de réévaluation tel que décrit ci-dessus ?</b>
-----------------------	--

Orange constate que le mécanisme de réévaluation joue un rôle de réajustement, en fonction de la déformation des parcs. Cette évolution est surtout marquée sur le dégroupage, compte tenu du parc d'accès important, et s'est traduit par une variation de [...] environ entre les seuils envisagés en 2019 et ceux du 2<sup>ème</sup> trimestre 2022.



Ce mécanisme de réévaluation doit être conservé pour prendre en compte la déformation à venir des parcs d'accès cuivre.

<b>Question B.1.3</b> <b>Avez-vous d'éventuelles observations à formuler sur le mécanisme d'appréciation tel que décrit ci-dessus ?</b>
---

Le mécanisme d'appréciation reposant sur un indicateur composite par domaine (production et SAV) est pertinent afin de disposer d'une vision globale de l'activité et permettre d'éviter les impacts trop marqués des dérives unitaires de processus opérationnels.

**Orange demande en premier lieu une réévaluation de la tolérance sur trois trimestres consécutifs en passant de 3 % à 5 %.**

Ce mécanisme présente toutefois des écueils, notamment lorsque **la dérive importante d'un indicateur ne permet plus, quels que soient les efforts d'Orange pour corriger la situation, de respecter les seuils de tolérance** fixés dans les décisions d'analyse de marchés.

C'est le cas notamment avec l'indicateur composite de production : la dérive de l'indicateur de taux d'échecs, contesté par ailleurs et sur lequel Orange n'a pas de maîtrise, ne permet pas le respect des seuils de tolérance fixés par l'Arcep. Orange exprime de nouveau sa demande que soit révisé ou supprimé l'indicateur de taux d'échecs, pour que la valeur de l'indicateur composite redevienne pertinente.

De la même façon, pour le SAV, en période d'incidents climatiques les stocks d'incidents peuvent augmenter pour une longue période et avoir un impact fort et durable (par définition) sur le délai de rétablissement au 95<sup>ème</sup> percentile. Le principe de cette mesure, qui n'est pas une moyenne mais une valeur unitaire pour les situations les plus dégradées, conduit à des écarts forts, rapides et durables. À titre d'exemple, le délai de relève de dégroupage en dégroupage qui passerait exceptionnellement de 100h à 150h à la suite d'une difficulté majeure ne permettrait pas de respecter la tolérance de 10 % même si tous les autres indicateurs ne présentent aucun dépassement. Dans le même esprit, une dérive de 20h sur le 95<sup>ème</sup> percentile du délai ne permet plus de respecter le seuil des 3 % même si tous les autres indicateurs respectent leur seuil.

<b>Question B.1.4</b> <b>Des évolutions des obligations d'Orange relatives à l'accès passif (avec et sans GTR) et activé (sans GTR) généraliste sur sa boucle locale cuivre vous semblent-elles devoir être envisagées ?</b>
<b>Le cas échéant pour quelles raisons ?</b>

Comme rappelé en réponse à la question II.5, Orange considère que l'Arcep doit limiter la régulation *ex ante* que dans les seules zones du territoire national où celle-ci serait justifiée pour résoudre les éventuels problèmes d'ordre concurrentiel identifiés au niveau du détail. Orange estime que cela doit conduire l'Arcep à lever la régulation du dégroupage dans une large partie du territoire, au niveau des zones pour lesquelles le déploiement du FttH est engagé.

Orange estime en outre que le marché de gros des offres d'activités grand public (bitstream), qui ne figure plus désormais dans la liste des marchés identifiés comme pertinents par la Commission européenne, doit être entièrement dérégulé au niveau national.

\*\*\*

**S'agissant spécifiquement des offres bitstream, Orange s'interroge sur l'opportunité du maintien de la collecte IP** à l'horizon du prochain cycle d'analyse de marchés, pour laquelle les équipements déployés historiquement deviennent obsolètes.





Orange a ainsi ouvert depuis 2019 une nouvelle option de collecte Ethernet en mode VPLS<sup>5</sup> (dite « Optimum Collect ») disponible à la fois en collecte régionale et nationale. Cette option apporte une souplesse de fonctionnement par rapport à la collecte Ethernet déjà disponible, et repose sur une technologie efficace et compétitive.

La transition de la collecte IP vers la collecte Ethernet est largement entamée à date. Orange n'a reçu aucune commande de raccordement DSL Collect IP depuis mars 2020. Orange constate par ailleurs une baisse de [...] du parc bitstream IP depuis 2019.

Orange demande ainsi à l'Arcep de supprimer l'obligation de fournir la collecte IP au cours du prochain cycle d'analyse de marché.

\*\*\* \*\*

\*\*\* \*\*

---

<sup>5</sup> Virtual private LAN service

## Perspective B.2. Fermeture du cuivre

À la suite de la mise en consultation publique par l'Arcep de février à avril 2022 du document d'Orange décrivant son plan de fermeture du réseau cuivre, Orange a procédé à la demande de l'Arcep, sur la base des retours des acteurs, aux ajustements et clarifications nécessaires, s'agissant notamment de la gouvernance et des phases d'échanges préalables à la constitution des lots de fermeture, pour engager le plan dans sa phase de mise en œuvre opérationnelle.

Orange estime néanmoins nécessaire, pour que cette phase de mise en œuvre opérationnelle puisse être effective, qu'à l'occasion de ce nouvel exercice d'analyse des marchés, visant à définir le cadre réglementaire pour les cinq années à venir (2024 à 2028), l'Arcep procède aux adaptations nécessaires, tant au niveau des obligations asymétriques pesant sur Orange, s'agissant des critères devant être vérifiés pour la fermeture d'une zone, en particulier la révision du critère « 100 % raccordables », qu'au niveau des obligations symétriques pesant sur chaque OI FttH.

### *D'éventuels aménagements au critère 100 % FttH*

<b>Question B.2.1</b>	<p><b>Les typologies de cas listés semblent-elles justifier des dérogations à l'application du « critère 100 % FttH » et si oui selon quelles modalités ?</b></p> <p><b>Voyez-vous d'autres cas qui justifieraient de décorrélérer la présence d'une ligne fibre raccordable et la fermeture de l'accès cuivre ?</b></p> <p><b>Parmi les modalités de dérogation, la mise en œuvre par les Opérateurs d'infrastructures de raccordements finals sur demande a-t-elle un rôle à jouer ?</b></p> <p><b>En tant qu'Opérateur Commercial, avez-vous l'intention de mobiliser les offres de gros de raccordable sur demande ?</b></p> <p><b>Quelles seraient selon vous les modalités et conditions à mettre en œuvre pour que les Opérateurs Commerciaux utilisent effectivement cette modalité particulière du raccordable sur demande pour effectuer les raccordements finals ?</b></p>
-----------------------	---

Le critère « 100 % raccordables » doit être adapté par l'Arcep pour permettre la mise en œuvre effective du plan.

En pratique, ce critère est clairement inapplicable dès le lot 1 de fermeture technique et dans la perspective du passage à un mode industriel. C'est ce qu'a notamment montré l'expérimentation en cours lorsqu'il a fallu vérifier, pour les six communes concernées – ne représentant pourtant que 15 000 locaux –, les déploiements réalisés à l'aune de ce critère pour acter la fermeture commerciale fin 2022, et constituer un lourd dossier de demande de dérogation pour les quelques locaux laissés en raccordables sur demande.

Orange doit pouvoir fermer le réseau cuivre dans une commune donnée quand bien même une partie résiduelle des locaux ne seraient pas raccordables au FttH, sous réserve d'être mis en raccordables à la demande ou d'être couverts par d'autres technologies (4G fixe, satellite).

L'Arcep avait d'ailleurs envisagé la révision de ce critère dans sa décision d'analyse de marché « *après présentation d'un programme de fermeture concret par Orange* », ce qui est désormais le cas.

La proposition d'Orange, décrite ci-dessous, repose sur une approche équilibrée et cohérente articulant, d'une part, une révision du critère « 100 % raccordables » et, d'autre part, une adaptation du cadre de régulation symétrique s'agissant de l'encadrement des déploiements FttH.

\*\*\*

En premier lieu, **Orange demande une adaptation pragmatique du critère « 100 % raccordables »** afin de permettre la mise en œuvre de la fermeture commerciale de manière pleinement opérationnelle dès les premiers lots de fermeture technique (2024 et 2025).

Le cadre réglementaire pose le principe que les critères définis pour le jalon de fermeture commerciale doivent être vérifiés 12 mois avant la fermeture technique.

En pratique, la contrainte pesant sur les opérateurs n'est cependant pas la même selon que la fermeture commerciale est prononcée 12 mois avant la fermeture technique ou bien en amont.

Pour les trois premiers lots de fermeture technique (fin 2024, fin 2025 et fin 2026) prévus dans le plan de fermeture du réseau cuivre d'Orange, la fermeture commerciale coïncidera avec le jalon positionné 12 mois avant la fermeture technique. Pour les lots de fermeture technique suivants (fin 2027 à fin 2030), la fermeture commerciale, prononcée début 2026 au niveau national, sera bien en amont du jalon positionné 12 mois avant la fermeture technique.

Orange estime ainsi que les critères encadrant la fermeture commerciale prononcée début 2026 au niveau national peuvent être moins contraignants que les critères encadrant le jalon positionné 12 mois avant la fermeture technique.

**La proposition d'Orange consiste ainsi à distinguer, d'une part, le critère de couverture FttH qui doit être vérifié 12 mois avant la fermeture technique et, d'autre part, le critère de couverture FttH qui doit être vérifié au moment de la fermeture commerciale, lorsque cette dernière est prononcée plus de 12 mois avant la fermeture technique.**

\*\*\*

**Critère de couverture FttH à vérifier 12 mois avant la fermeture technique :**

12 mois avant la fermeture technique d'une zone, il devra être vérifié que l'ensemble des logements et locaux professionnels de la zone (hors programmes immobiliers en cours de construction) sont raccordables, à l'exception :

- des locaux non raccordables à la suite du refus d'un propriétaire ou d'un tiers (y compris d'une collectivité),
- des locaux coûteux à rendre raccordables (plus de 5000 € par local), sous réserve de la possibilité pour le client final de souscrire une solution alternative (4G fixe, satellite...), et qui pourront le cas échéant être raccordables à la demande avec tarification spécifique,
- des locaux raccordables à la demande, à la condition qu'il n'y ait pas de ligne cuivre active en service, et sous réserve de la possibilité pour le client final de souscrire une offre fibre auprès d'au moins un opérateur de détail.

En pratique, 12 mois avant la fermeture technique, s'il reste des locaux raccordables à la demande (hors les locaux coûteux à rendre raccordables) avec des lignes cuivre actives, alors la zone concernée (commune ou partie de commune) sera retirée du lot prévu initialement, et automatiquement reportée dans le lot annuel de fermeture technique suivant sans autre report possible. À noter que ce mécanisme de report ne sera pas possible pour les communes du lot de fermeture technique fin 2030.

Orange propose notamment qu'un suivi spécifique de ces locaux avec lignes cuivre actives restant à rendre raccordables (hors les locaux coûteux à rendre raccordables) soit mis en place par l'opérateur FttH de la zone, qui devra notamment s'engager à rendre raccordable tout local concerné à la suite de la demande d'un OC, dans un délai exceptionnellement réduit à trois mois.

\*\*\*

**Critère de couverture FttH à vérifier au moment de la fermeture commerciale d'une zone, si elle est prononcée plus de 12 mois avant la fermeture technique :**

Au moment de la fermeture commerciale d'une zone, si elle est prononcée plus de 12 mois avant la fermeture technique, il devra être vérifié que l'ensemble des logements et locaux professionnels de la zone (hors programmes immobiliers en cours de construction) sont raccordables, à l'exception :

- des locaux non raccordables à la suite du refus d'un propriétaire ou d'un tiers (y compris d'une collectivité),
- des locaux coûteux à rendre raccordables (plus de 5000 € par local), sous réserve de la possibilité pour le client final de souscrire une solution alternative (4G fixe, satellite...), et qui pourront le cas échéant être raccordables à la demande avec tarification spécifique,
- des locaux raccordables à la demande, sous réserve de la possibilité pour le client final de souscrire une offre fibre auprès d'au moins un opérateur de détail.

\*\*\*

En second lieu, **Orange considère que le cadre réglementaire symétrique qui pèse sur les OI FttH s'agissant des obligations encadrant les déploiements doit être adapté**, car il ne permet pas, en l'état, la mise en œuvre du plan de fermeture du réseau cuivre dans le respect des critères de couverture FttH révisés tels qu'exposés précédemment.

Le cadre réglementaire actuel qui impose à Orange opérateur cuivre des contraintes pour fermer son réseau cuivre plus importantes que les contraintes de complétude imposées aux OI FttH conduirait à une situation paradoxale et absurde où Orange pourrait ne pas fermer son réseau cuivre sans que les OI ne soient en manquement.

Orange demande à l'Arcep de compléter le cadre réglementaire symétrique, de sorte que les critères devant être respectés, respectivement 12 mois avant la fermeture technique et au moment de la fermeture commerciale, fassent l'objet d'obligations pour chaque OI concerné au moins aussi contraignantes.

En pratique, Orange considère nécessaire que chaque OI FttH concerné par la fermeture prochaine d'une zone assure le déploiement de son réseau FttH dans la zone donnée afin que les logements et locaux professionnels soient bien raccordables ou raccordables à la demande aux jalons envisagés, dans le respect des exceptions définies précédemment.

Le cadre réglementaire symétrique doit être revu de telle sorte qu'il incombe à chaque OI de veiller le cas échéant :

- à ce que au moins un opérateur propose une offre de détail pour les locaux indiqués raccordables à la demande,
- à ce que le client final puisse souscrire une offre alternative (4G fixe, satellite...) pour les locaux coûteux à rendre raccordables.

**Aussi, Orange demande à l'Arcep de revoir l'obligation pesant sur les OI FttH s'agissant du raccordement des immeubles neufs**, qui n'est effective qu'une fois le point de mutualisation (ci-après PM) est arrivé à l'échéance du délai de complétude. Orange estime indispensable que tout immeuble en construction dans la zone arrière d'un PM donné puisse avoir été effectivement raccordé par l'OI en charge de la zone au moment de la livraison, et ce quelle que soit la date d'installation du PM.

\*\*\*

Enfin, dans la perspective de la mise en œuvre opérationnelle de la fermeture du réseau cuivre, Orange demande à l'Arcep, d'une part, d'étendre les offres multi-accès, qui sont déjà proposés sur les réseaux FttH Orange, aux réseaux FttH des OI tiers, et, d'autre part, d'adresser sans attendre dans un cadre multilatéral le sujet du raccordement à la fibre des sites techniques sans adresse, pour lesquels les solutions opérationnelles devront être harmonisées entre opérateurs de manière à permettre la migration effective vers la fibre pour les sites concernés.

<b>Question B.2.2</b>	<b>Quelle est votre position s'agissant du recours à des technologies alternatives en cas d'échec de raccordement ?</b>
	<b>Comment cette éventuelle solution devrait-elle être encadrée ?</b>

Malgré les travaux engagés par les différents opérateurs pour le traitement des raccordements complexes, suivis dans le groupe de travail de l'Arcep, et malgré le dispositif de subvention mis en place par le gouvernement pour faciliter la création du génie civil nécessaire aux raccordements finals, **Orange constate que les situations d'échecs de raccordement et de blocages subsistent**, ce qui constitue un risque majeur pour le bon déroulement du plan de fermeture du réseau cuivre prévu Orange.

Ce n'est souvent qu'une fois la migration engagée dans une zone que certaines situations complexes sont identifiées. Certains clients se retrouvent dans l'incapacité de migrer du cuivre vers la fibre, quand bien même ils sont raccordables, du fait d'échecs de raccordement, en cas de difficultés opérationnelles ou financières.

Orange considère néanmoins que **les cas de raccordements complexes, i.e. la difficulté à réaliser ou financer certains raccordements finals, ne doivent pas remettre en cause le calendrier de fermeture du réseau cuivre sur une zone donnée.**

Orange estime ainsi que **les solutions alternatives (4G fixe, satellite) doivent pouvoir être mobilisées** pour apporter des solutions satisfaisantes pour les clients concernés par un raccordement complexe, soit de manière transitoire pour les blocages temporaires (en attente des travaux de raccordement FttH), soit de manière plus pérenne dans les situations de blocages avérés tels que les refus de tiers pour le déploiement de fibre optique en domaine privé.

Ces solutions alternatives s'inscrivent d'ailleurs pleinement dans le nouveau cadre du service universel qui prévoit l'usage de technologies mobile ou satellitaire dans les zones non desservies en réseaux filaires.

<b>Question B.2.3</b>	<b>Estimez-vous que les questions de qualité de l'exploitation sur les réseaux FttH devraient être prises en compte dans les conditions de fermeture, par exemple dans le choix des zones de fermeture ?</b>
	<b>Au-delà de la qualité d'exploitation, d'autres critères devraient-ils être pris en compte dans les conditions de fermeture ?</b>

Orange a précisé dans son document mis en consultation par l'Arcep en février 2022, décrivant le plan de fermeture du réseau cuivre, et dans le document « questions/réponses » publié par l'Arcep le 29 juillet 2022 les critères retenus pour l'élaboration de la liste des communes des lots de fermeture technique.

Orange intègre les critères suivants en premier niveau d'analyse :

- l'état à date des déploiements, et les prévisions de disponibilité du FttH à la date de fermeture commerciale avec une attention particulière pour les communes reconnues « zone fibrée »,
- la possibilité de récupérer les matériels RTC une fois la zone fermée techniquement, afin de pouvoir les réaffecter dans d'autres zones (compte tenu de l'obsolescence des équipements),
- la possibilité de fermer techniquement des zones arrière entières de NRA, ce qui conduit à regrouper les communes en paquets cohérents.

Et de façon complémentaire, Orange priorise :

- les communes au niveau desquelles le réseau cuivre est identifié comme particulièrement fragile,
- les communes au niveau desquelles la migration du cuivre vers la fibre est largement engagée, ce qui facilitera la fermeture technique avec des volumes réduits d'accès restant à migrer,

- les communes pour lesquelles des opérations lourdes de réaménagement du réseau cuivre sont identifiées (travaux de voirie, déménagements de sites, etc.).

\*\*\*

Orange est conscient que la qualité de l'exploitation des réseaux FttH est un critère important, dans la perspective de la migration des parcs d'accès cuivre vers la fibre. Néanmoins Orange, n'ayant pas la capacité d'effectuer une telle mesure en amont à la maille de la commune, n'a pas retenu ce critère pour l'identification des lots de fermeture technique.

En premier lieu, Orange met en place une phase de partage pour chaque lot de fermeture technique, d'une durée minimum de quatre semaines, qui permet à chaque acteur de signaler à Orange d'éventuelles réserves sur les prévisions de disponibilité du FttH dans les délais requis, ou d'éventuelles difficultés structurantes afférentes à la mise en œuvre de la fermeture du réseau cuivre. Les OC ou les élus locaux **peuvent, le cas échéant, alerter Orange sur des problèmes locaux de qualité de l'exploitation des réseaux FttH lors de cette phase de partage**. En tout état de cause, Orange opérateur cuivre n'aurait pas la capacité d'effectuer cette analyse à la maille de la commune avec les indicateurs publiés par les OI FttH, qui ne donnent qu'une vision à la maille de la zone de déploiement (RIP ou échelle nationale en zone privée).

En deuxième lieu, il appartient à chaque OI de proposer un réseau FttH de qualité, conformément au cadre réglementaire symétrique mis en place par l'Arcep, qui définit notamment des obligations de qualité de service et des seuils à respecter à partir de 2023.

En troisième lieu, Orange n'aurait pas la capacité d'effectuer cette analyse à la maille de la commune avec les indicateurs publiés par les OI FttH, qui ne donnent qu'une vision à la maille de la zone de déploiement (RIP ou échelle nationale en zone privée).

\*\*\*

Parmi les critères définis par l'Arcep pour encadrer la fermeture du réseau cuivre figurent des critères relatifs à la disponibilité des offres de gros (grand public et entreprise), au nombre d'OC présents et au nombre d'accès actifs. Ces éléments étant déjà intégrés dans les critères de fermeture, **Orange n'a pas considéré nécessaire de les intégrer comme critères pour la délimitation des lots de fermeture technique**.

<b>Question B.2.4</b>	<b>Pensez-vous que des adaptations seraient nécessaires pour modifier le cadre de fermeture du réseau cuivre au regard des questions particulières que soulèvent les zones très denses ?</b>
-----------------------	--

Les déploiements des réseaux FttH sont fondés sur le **principe de la concurrence par les infrastructures**, particulièrement pour les communes de zones très denses (ci-après ZTD) au niveau desquelles l'Arcep a considéré qu'il était économiquement viable pour plusieurs OI de déployer leurs réseaux FttH en parallèle, en pouvant avoir accès le cas échéant aux infrastructures de génie civil d'Orange.

Par sa décision en date du 26 avril 2022 à la suite de la demande d'Orange d'annuler l'article 18 de la décision n° 2020-1446 de l'Arcep en date du 15 décembre 2020, le Conseil d'État a notamment constaté qu'il était « *loisible à tout opérateur de réseau de communications électroniques, dans les zones très denses, de déployer ses infrastructures de fibre optique, dédiées ou mutualisées (FttH)* » et qu'il n'y avait pas lieu d'imposer à Orange une obligation de complétude en ZTD sous forme d'une offre de raccordement des sites Entreprises.

Sur la base des éléments ci-dessus, **Orange reste très attaché à la stabilité du cadre réglementaire en ZTD et contestera toute velléité d'une obligation de complétude qui pèserait sur Orange OI FttH dans le cadre de la fermeture du réseau cuivre en zone très dense**.

\*\*\*

Néanmoins, compte tenu des caractéristiques propres aux ZTD, Orange a tenu à intégrer dans son plan de fermeture du réseau cuivre une coordination supplémentaire avec les OI FttH pour assurer la fermeture commerciale dans les communes et quartiers de ZTD conformément au calendrier envisagé. Comme pour n'importe quelle zone du territoire, Orange travaillera avec les OI FttH et vérifiera le respect des critères dans la perspective de la fermeture commerciale, en premier lieu desquels le critère de couverture FttH.

Pour cela, selon la gouvernance mise en place par Orange, le chef de projet OI cuivre local aura la charge de consulter chaque OI FttH, pour connaître ses prévisions de déploiement en ZTD. Une fois les prévisions connues, comme pour toutes les autres zones du territoire, le chef de projet OI cuivre mettra en œuvre les revues opérationnelles avec les OI FttH ayant annoncé des déploiements dans la zone, afin de suivre les déploiements et identifier les éventuels blocages.

Compte tenu des enjeux (environ 7 millions de locaux en ZTD), Orange estime nécessaire de mener dès à présent de premières expérimentations de fermeture du réseau cuivre en ZTD. Ces expérimentations permettront de tester le mécanisme de concertation envisagé (notamment la gouvernance OI Cuivre – OI FttH dans un contexte où plusieurs OI FttH peuvent être présents), d'être confrontés aux difficultés spécifiques liées aux ZTD et de trouver les solutions collectives pour résoudre ces difficultés. Deux zones d'expérimentation avec des configurations différentes ont ainsi été proposées pour une fermeture technique en novembre 2024 : un quartier de la commune de Rennes (Ille-et-Vilaine), et la commune de Vanves (Hauts-de-Seine).

La problématique **de l'adduction par les OC des PM immeubles est spécifique aux ZTD**. Ces situations sont adressées depuis 4 ans dans le cadre du groupe de travail animé par l'Arcep dont les travaux ont conduit à l'élaboration de solutions précisées dans la recommandation du 8 décembre 2020. **Ces solutions permettent le traitement des situations de blocage dans des délais compatibles avec le calendrier de fermeture du réseau cuivre.**

Dans l'attente des enseignements apportés par les expérimentations qu'Orange souhaite initier en ZTD, le cadre actuel permet, en s'appuyant sur un pilotage spécifique en relation avec les OI FttH, de mener les fermetures du réseau cuivre dans le calendrier envisagé.

<b>Question B.2.5    Que pensez-vous de la maille communale ?</b>
---

Le cadre réglementaire défini par l'Arcep prévoit que la fermeture du réseau cuivre doit être opérée à une maille géographique pertinente, telle que la zone arrière de NRA ou la commune. Sur la base des retours des premières expérimentations, **Orange a choisi de retenir la maille de la commune pour mettre en œuvre opérationnellement la fermeture de son réseau cuivre.**

Il est en effet essentiel pour la réussite du plan que les opérateurs de détail puissent communiquer simplement et efficacement vers les clients concernés, ce qui suppose de retenir une maille administrative éprouvée (la commune), et d'éviter une maille technique aux contours inconnus des commerciaux et des clients (la zone arrière de NRA). Aussi, l'implication et le soutien local des élus étant un facteur clé de réussite du plan, la maille communale est à ce titre parfaitement adaptée. La fermeture du réseau cuivre sera ainsi mise en œuvre par lots de communes, ce qui permettra des échanges simplifiés avec les acteurs concernés (utilisation des codes INSEE des communes).

Dans le cas des très grosses communes, **la mise en œuvre de la fermeture du réseau cuivre devra être opérée par quartiers, et Orange a proposé de retenir la maille de l'IRIS**. C'est le cas de la zone d'expérimentation proposée pour Rennes (7 IRIS retenus) qui suscite des débats avec les OC. Orange est en train de préciser les modalités de mise en œuvre de ce découpage afin de répondre aux difficultés remontées. Faute d'une autre solution universelle, simple et partagée qui permette de désigner une maille infra-communale, le choix de l'IRIS conserve la préférence d'Orange. Charge à



chaque OC de déterminer sa communication vers ses clients finals en s'appuyant sur d'autre notion que l'IRIS, comme le quartier ou la rues.

<b>Question B.2.6</b>	<b>Quelle est votre position sur la pertinence de permettre un mécanisme de fermeture technique à la maille de l'adresse en amont de la fermeture technique par plaques ?</b>
-----------------------	---

Le cadre réglementaire défini par l'Arcep prévoit que la fermeture du réseau cuivre doit être opérée à une maille géographique pertinente, telle que la zone arrière de NRA ou la commune, et ne prévoit pas une fermeture technique à l'adresse.

**Orange est très défavorable à la fermeture technique à l'adresse**, au vu des nombreuses difficultés identifiées sur le plan opérationnel, d'autant que cette possibilité ne présente aucun véritable enjeu dans le cadre de la mise en œuvre de la fermeture du réseau cuivre, ni d'opportunités pour les OC.

En premier lieu, cela nécessiterait de lever les exceptions en vigueur pour la fermeture commerciale à l'adresse (car une fermeture technique à l'adresse suppose la fermeture de tous les services existants), alors même que les OC ont demandé le maintien de celles-ci dont Orange envisageait la suppression en 2023 (notamment en cas d'échec de production FttH).

En deuxième lieu, on peut douter de la capacité des OC à mettre en place les moyens nécessaires pour piloter à la fois la fermeture à la maille de la commune et de l'adresse.

En troisième lieu, la position des OC qui défendent une telle fermeture technique à l'adresse semble avant tout motivée par leur volonté à gagner du temps, alors qu'ils manifestent par ailleurs leurs inquiétudes sur le rythme trop rapide du plan de fermeture.

En quatrième lieu, dans l'hypothèse d'une fermeture technique à l'adresse généralisée, cela interroge sur la capacité des OC et des collectivités à communiquer à la maille de l'immeuble (deux voisins pourraient ne pas être concernés pareillement par la fermeture technique à l'adresse), quand les expérimentations en cours ont montré l'importance de la communication à la maille de la commune pour inciter les clients à migrer.

Enfin, la fermeture technique à l'adresse risque de repousser le besoin d'une fermeture technique de la commune, et de désinciter l'OI FttH à finaliser ses déploiements, dès lors que les adresses les plus évidentes à fermer dans une commune l'auront été, ce qui laisserait Orange dans une situation inacceptable, avec un réseau cuivre toujours en service pour les adresses les plus compliquées à fermer.

<b>Question B.2.7</b>	<b>Vous semblerait-il opportun qu'Orange priorise la fermeture des NRA-ZO et NRA-MED dans des zones où les migrations cuivre vers fibre sont largement engagées ?</b>
-----------------------	---

Orange rappelle que la fermeture du réseau cuivre sera mise en œuvre par lot de communes, pour simplifier les échanges et la communication (à l'exception des très grandes villes où la fermeture sera par quartier). Dans le cadre de son plan, Orange n'organisera donc pas la fermeture de son réseau à l'échelle des NRA, et ce aussi bien pour les NRA-ZO et les NRA-MED.

Comme précisé en réponse à la question B.2.3., les critères de choix des communes pour les lots de fermeture sont nombreux et s'appuient en premier lieu sur le déploiement FttH et la récupération de matériel RTC. Dans le cas des critères complémentaires, le cas spécifique des NRA-ZO collectés avec une liaison cuivre fragile induisant une qualité de service perfectible sera néanmoins considéré.

Sauf ce cas d'exception, Orange n'effectue pas d'analyse particulière sur les NRA-ZO ou les NRA-MED lors de l'élaboration de ses lots de fermeture. **La stratégie d'Orange consiste donc à fermer les NRA-ZO et NRA-MED au fur et à mesure des lots de fermeture technique en fonction de l'emprise géographique de ces éléments de réseau.** Il est à noter qu'une dizaine de NRA-ZO et NRA-MED sont



d'ores et déjà concernés par le lot 1 de fermeture. Chaque futur lot de fermeture inclura aussi des NRA-ZO et NRA-MED

Aussi, en réponse aux démarches engagées par quelques collectivités, Orange conteste la possibilité d'un point de vue juridique pour une collectivité de fermer à son initiative les prestations d'hébergement ou d'énergie au niveau d'un NRA-ZO ou NRA-MED dans des délais courts qui ne respectent pas les critères réglementaires de fermeture de la boucle locale cuivre, notamment les délais de préavis applicables.

Orange reste cependant disposé à étudier la possibilité d'anticiper la fermeture pour les NRA-ZO, NRA-MED ou NRA-HD au niveau desquels il n'y aurait plus de client haut débit cuivre en service. Cette demande d'analyse de fermeture de NRA-xy serait à dissocier du plan de fermeture du réseau cuivre d'Orange.

<b>Question B.2.8</b>	<b>Serait-il pertinent, selon vous, d'adapter ou compléter cette obligation, par exemple concernant les modalités de transmission ou le contenu des éléments à transmettre ?</b>
-----------------------	--

La décision d'analyse de marché 3a en vigueur prévoit l'établissement, le maintien et la publication des données relatives à la trajectoire de fermeture. Le contenu des éléments demandés avait été élaboré sur la base de la première orientation du plan de fermeture d'Orange qui s'appuyait sur une maille technique au NRA.

Compte tenu du choix par Orange de la maille géographique de la commune pour la mise en œuvre du plan de fermeture, une adaptation des éléments demandés est nécessaire pour une meilleure lisibilité de cette trajectoire, notamment la suppression des éléments relatifs à la maille du NRA, du SR et du PM.

Orange propose ainsi d'établir un fichier de trajectoire listant l'ensemble des communes (et le cas échéant les IRIS lorsque la fermeture est prévue à la maille de l'IRIS pour les très grosses communes), avec pour chacune d'entre-elles les données suivantes :

- code INSEE
- nom
- taux de complétude FttH à date
- date d'annonce par Orange du jalon de fermeture commerciale
- date d'annonce par Orange du jalon de fermeture technique
- date d'annonce par Orange du jalon d'adaptation du SAV
- date du jalon de fermeture commerciale
- date du jalon de fermeture technique
- date du jalon d'adaptation du SAV
- nom de l'OI en charge du déploiement, hors ZTD (plusieurs lignes si plusieurs OI sur la commune)
- date prévisionnelle pour atteindre la complétude pour le premier PM
- date prévisionnelle pour atteindre la complétude pour le dernier PM
- nombre d'OC présents en mutualisation
- pénétration du FttH
- disponibilité d'une offre de gros activée FttH pour le marché professionnel
- disponibilité d'une offre de gros type FttE passif
- disponibilité d'une offre de gros type FttE passif activé
- disponibilité d'une offre FttH multi-accès

Ce fichier reprend les critères définis par l'Arcep pour les jalons de fermeture. Les éléments relatifs aux réseaux FttH OI tiers, qui ne sont pas connus d'Orange, seront demandés aux OI tiers concernés.

Orange prévoit de publier les informations de trajectoire demandées au lancement du premier lot.

En dehors de l'adaptation liée à la maille, Orange n'identifie pas de besoin d'évolution de cette obligation.

<b>Question B.2.9</b>	<p><b>Considérez-vous que l'Outil d'éligibilité Opérateur permet aux opérateurs d'obtenir les informations nécessaires sur les lignes cuivre existantes d'une part, et sur les lignes fibre disponibles en substitut d'autre part ?</b></p> <p><b>Estimez-vous que les modalités d'accès à l'information sur cet outil permettent une exploitation suffisamment automatisée en vue de la fréquence et du volume des analyses nécessaires dans le cadre de la fermeture du cuivre ?</b></p>
-----------------------	--

La décision d'analyse de marché 3a en vigueur prévoit qu'Orange mette à disposition des opérateurs dans un outil d'éligibilité les informations relatives aux lignes cuivre concernées par le projet de fermeture, et dans la mesure du possible, et avec le concours de l'OI FttH, les informations relatives aux lignes fibre disponibles en substitut. Orange doit fournir ces informations dans un format et selon des modalités permettant une extraction de masse.

**Orange fournit d'ores et déjà aux OC un outil d'éligibilité leur permettant d'identifier, lorsque cette information est disponible, la référence immeuble FttH pour une adresse donnée.**

L'interrogation dans l'outil d'éligibilité est possible via deux modes, à partir de plusieurs critères (numéro de désignation (ND), adresse postale, coordonnées géographiques, numéro de prestation, etc.) et permet à l'OC de récupérer l'éligibilité à une offre fibre ou cuivre.

En mode IHM (interface homme machine), l'outil d'éligibilité donne, à la suite d'une requête à partir d'une adresse, l'adresse « normalisée » et propose également une visualisation cartographique qui permet d'avoir l'éligibilité fibre à l'adresse, avec, quand elles sont disponibles, des informations supplémentaires telles que le code immeuble.

En mode API (interface de programmation applicative), l'outil d'éligibilité peut être sollicité par l'OC pour des interrogations en masse, ce qui lui permet de récupérer automatiquement les données directement dans son système d'information.

<b>Question B.2.10</b>	<p><b>Avez-vous des propositions à faire sur le pilotage du processus permettant de s'assurer que tous les clients et usages cuivre sont bien identifiés dans les bases fibre ?</b></p> <p><b>Une participation au niveau local et/ou national des OC cuivre, des OC fibre et de l'OI fibre vous semble-t-elle nécessaire dans ce processus ?</b></p> <p><b>La participation d'autres acteurs au niveau local et/ou national vous semble-t-elle nécessaire, par exemple des collectivités ?</b></p> <p><b>Quelles sont les informations nécessaires aux différents acteurs pour que leur participation aux travaux d'identification soient efficaces ?</b></p> <p><b>Que pensez-vous de l'opportunité de compléter le contenu des IPE et d'élargir leur diffusion ?</b></p> <p><b>Dans le cadre de ces travaux, pensez-vous qu'il faille adapter ou compléter l'obligation de mise en œuvre du mécanisme de signalement ?</b></p> <p><b>Avez-vous des propositions à faire sur le pilotage du processus permettant de s'assurer que tous les clients et usages cuivre sont rendus éligibles à la fibre avant la fermeture effective du cuivre ?</b></p>
------------------------	---

S'agissant de la gouvernance, Orange a mis en place pour le projet de fermeture une organisation qui s'appuie sur des instances existantes, et confie un rôle important à l'échelon local.

Cette gouvernance s'articule autour de plusieurs instances complémentaires, dont les principales seront indispensables pour déterminer que tous les clients et usages cuivre sont bien identifiés dans les bases fibre.

Ces instances sont définies par :

- des échanges bilatéraux entre l'OI cuivre et chaque OC pour suivre notamment les volumes résiduels d'accès et les usages associés, partager la trajectoire prévisionnelle par l'OC (anticipation des flux), identifier les zones problématiques et définir des plans d'actions ;
- des échanges bilatéraux, à la fois au niveau national et au niveau local, entre l'OI cuivre et chaque OI FttH (et le délégant le cas échéant) pour **partager la vision des accès cuivre pour lesquels il n'y a pas de correspondance dans le fichier IPE**, suivre l'avancement du déploiement fibre, identifier les difficultés et les traiter ;
- des échanges entre l'OI FttH et chaque OC pour suivre l'éligibilité fibre des clients de l'OC, et au travers de l'outil de signalement des adresses manquantes ou erronées intégrer les accès concernés ;
- des échanges avec les collectivités concernées qui connaissent le tissu local et peuvent relayer les informations sur la fermeture du réseau cuivre et ainsi faciliter la remontée d'éléments en provenance des clients finals vers les opérateurs.

**Cette organisation qui inclut l'ensemble des acteurs est indispensable pour identifier la totalité des accès cuivre concernés ainsi que les usages associés, avec un rôle prépondérant à la fois pour l'OC qui, par sa proximité client, détecte les situations spécifiques ou les adresses manquantes et peut les signaler à l'OI, et pour Orange cuivre qui, au travers de son analyse croisée des bases cuivre et fibre, peut remonter à l'OI les cas de non-recollement.**

\*\*\*

S'agissant des fichiers IPE, Orange estime qu'une adaptation est nécessaire, dans la perspective de la fermeture du réseau cuivre, de sorte que l'OI FttH puisse identifier les adresses des locaux identifiés comme exceptions dans le cadre du critère « 100 % raccordables » révisé : les locaux relevant de cas de refus, les locaux trop coûteux à rendre raccordables, les locaux raccordables à la demande pour lesquels aucun accès cuivre n'est actif.

Même si la mise à disposition de ces informations (notamment la présence d'un accès cuivre actif) au travers du SI de l'OI FttH soulève des difficultés qu'il conviendra d'étudier, ces informations devraient être visualisables afin de faciliter les actions de contrôle du respect du critère de fermeture au niveau d'une commune donnée.

\*\*\*

En marge de ces adaptations, **Orange réaffirme la nécessité que l'ensemble des acteurs respectent le cadre réglementaire symétrique, notamment les OI de taille modeste qui ne sont pas présents dans les instances multi-opérateur et qui seront, comme tous les OI, concernés par le plan de fermeture du réseau cuivre.**

**Orange n'identifie pas de nécessité d'adapter ou de compléter l'obligation de mise en œuvre du mécanisme de signalement par les OC vers l'OI.** En effet, ce mécanisme, adossé à l'obligation présente dans la décision symétrique, est actuellement opérationnel au travers d'outils propriétaires sur les principaux OI. En parallèle, les OI ont lancé des développements SI pour se conformer au protocole Interop'Fibre qui, courant 2021, a normalisé les échanges entre opérateurs. Ce mécanisme, qui est encadré par des délais court, est bien adapté au rythme de la fermeture du réseau cuivre.

Grace à ce processus de signalement normalisé et encadré, les OC possèdent l'outil adapté pour informer l'OI en charge de la zone des manques ou des corrections à apporter à son référentiel Fibre Optique.

**Orange rappelle le rôle majeur des OC dans ces travaux d'identification grâce à leur connaissance de leurs parcs de clients et des services associés.** Bien avant qu'Orange ne lance son plan de fermeture du réseau cuivre, les OC avaient déjà déployé des actions de corrélation entre les SI cuivre et fibre afin de procéder à la migration de leurs clients du cuivre vers la fibre, lors de leur arrivée sur une zone nouvellement déployée en fibre FttH. Ces actions d'analyse de leurs parcs clients cuivre en comparaison des IPE, au travers des outils d'aide à la prise de commande et, pour certains, avec des traitements cartographiques, doivent être utilisées dans cette phase d'identification lors de la fermeture du cuivre pour alimenter, en utilisant l'outil normalisé, les OI sur les manques ou modifications à prendre en compte dans leur SI FttH.

Pour sa part **Orange cuivre a développé un outil d'aide à l'analyse qui établit un niveau de confiance pour chaque rapprochement effectué entre les bases de données cuivre et fibre.** Cet outil a été réalisé pour sensibiliser les OI FttH sur les zones à adresser en déploiement en priorité en vue de la fermeture commerciale du réseau cuivre. Cet outil permettra de fournir la meilleure vision connue par Orange et ne saurait aller au-delà. Orange rappelle que les résultats fournis par cet outil ne sauraient être ni totalement fiables, ni totalement exhaustifs. Certaines réconciliations resteront infaisables par l'outil. En effet, les contraintes et les différences des référentiels d'adresses, les approches dépendantes des OI FttH en fonction des constatations terrain, ainsi que les erreurs inhérentes à la gestion de ces SI au sein des opérateurs, rendent cette analyse automatique au travers d'une application SI complexe et inefficace pour une partie des accès cuivre.

**Malgré ces réserves, Orange envisage la fourniture à l'OI FttH de la liste des cas les plus complexes** (impossibilité pour l'outil de confirmer la présence d'un réseau FttH à proximité d'un accès cuivre actif ou inactif) **afin que celui-ci vérifie et puisse confirmer à Orange, dans le cadre des instances de pilotage, la réalité du déploiement FttH.** La communication par Orange de ces informations aux OI FttH, en particulier l'utilisation qui pourrait en être faite, sera conditionnée à un accord de confidentialité.

### *Frais de maintenance (adaptation du SAV)*

**Question B.2.11** Quelles sont, selon vous, les possibilités d'adaptation du SAV ?

Quel regard portez-vous sur la mise en place d'un système de facturation à l'acte ?

Quelle est, selon vous, la pertinence de l'adaptation du SAV sur le marché Entreprises ?

Conformément au cadre réglementaire qui offre la possibilité d'adapter les processus de rétablissement des dérangements, et comme indiqué dans son plan de fermeture du réseau cuivre, Orange souhaite mettre en œuvre une adaptation du SAV, dont les modalités précises sont à définir avec l'ensemble des opérateurs, afin de créer un levier incitatif à la migration des accès vers les solutions de substitution, responsabilisant les opérateurs et leurs clients sur les arbitrages à réaliser dans la perspective de la fermeture technique ultérieure.

Ainsi, le non-rétablissement d'un accès ne sera pas assimilé à un refus d'accès à la boucle locale cuivre et il sera de la responsabilité de l'OC de trouver une solution pour son client cuivre en dérangement, soit via la réalisation d'un raccordement FttH, soit en ayant recours à une technologie alternative.

Orange a lancé des échanges avec les opérateurs pour étudier :

- la temporalité adaptée pour ce jalon, par rapport à la fermeture commerciale ou la fermeture technique, sur une zone donnée ou au niveau national ;
- le périmètre concerné en matière d'offres de gros, ou d'options dans le cadre de ces offres, des exceptions étant probablement à prévoir, par exemple pour les accès bénéficiant d'une garantie de temps de rétablissement et/ou pour des accès supportant des services sensibles ;

- les adaptations pertinentes des processus et des dispositions associées des offres de référence et des contrats d'accès.

Les premières réflexions permettent de confirmer l'utilité potentielle d'un jalon d'adaptation du SAV tout en rappelant le besoin d'en préciser les modalités de mise en œuvre. Certains acteurs soulignent les besoins suivants :

- positionner le jalon de manière à faciliter le discours vers les clients finals avec une étape d'adaptation du SAV préalable à une coupure définitive de l'accès, dans le but d'inciter ces clients finals à ne pas attendre le dernier moment pour migrer vers une solution de substitution ;
- tenir compte des conditions et des délais de production des accès fibre de substitution pour définir le périmètre des offres concernées ;
- réfléchir au niveau de souplesse laissée aux OC par rapport à la possibilité de demander une intervention en SAV en faisant éventuellement payer cette intervention, en fonction du délai entre le jalon d'adaptation du SAV et la fermeture technique effective sur la zone concernée ;
- éviter un dispositif trop complexe qui impliquerait en particulier des développements importants dans les systèmes d'informations des opérateurs concernés voire qui serait inopérant du fait de cette complexité.

Les échanges vont se poursuivre notamment sur les modalités de mise en œuvre, mais les acteurs s'accordent sur le fait qu'un travail multilatéral est nécessaire pour avancer sur le sujet, soit dans le cadre du groupe de travail existant piloté par l'Arcep, soit dans un atelier dédié au sujet à organiser. Parmi les actions à mettre en œuvre, Orange pourrait proposer des scénarii détaillés de mise en œuvre du jalon d'adaptation SAV qui seraient partagés et discutés dans ces instances.

**Orange reste convaincu de l'utilité d'un tel dispositif et souhaite mener un premier test, dans le respect d'un délai de préavis adapté, sur un des premiers lots de fermeture technique ou une partie d'un de ces lots, lors de la phase de transition, afin d'envisager une généralisation sur les lots de la phase de fermeture, à partir de 2026.**

Comme indiqué précédemment, la définition du périmètre reste à étudier et le sujet du marché entreprise est au cœur des interrogations pour les modalités d'adaptation du SAV (exclusion totale, exception pour les offres avec garantie de rétablissement, SAV payant, autre, etc.) et devra faire l'objet d'échanges dans les instances à venir.

\*\*\*

Par ailleurs, Orange souhaite aborder un sujet connexe au SAV concernant le traitement des cas de destruction ou de modification du réseau cuivre tels que les catastrophes naturelles de grande ampleur, les incendies sur le réseau, les vols de câbles cuivre et les opérations de vie de réseau (enfouissements et coordinations notamment) dans le cadre de la fermeture annoncée du réseau cuivre. **Dans ces situations de force majeure, Orange considère qu'il serait pertinent, adapté et opportun de ne pas avoir à reconstruire le réseau cuivre touché.**

La reconstruction du réseau cuivre, ainsi que la modification d'accès cuivre dans le cadre des enfouissements, pour une durée finalement très limitée, ne serait pas économiquement acceptable pour Orange ni pour la communauté des opérateurs et une anticipation de la migration vers le FttH des accès concernés paraît plus cohérente.

**Orange demande donc un assouplissement de l'obligation de fournir des accès cuivre dans le cadre des situations de force majeure décrites ci-dessus, maintenant que la fermeture du réseau cuivre est annoncée.**

## *Périmètre des frais de résiliation dans le cadre de la fermeture du cuivre*

<b>Question B.2.12</b> Quelles sont vos éventuelles observations sur les frais de résiliation tels que mentionnés ci-dessus ?
---

Orange rappelle que les tarifs des offres de dégroupage et de bitstream sont orientés vers les coûts et qu'il est donc légitime qu'une facturation intervienne en cas de la résiliation d'un accès, génératrice de coûts pour Orange.

Toutefois, le plan de fermeture du réseau cuivre d'Orange qui oblige chaque OC à migrer tous ses clients vers la fibre, et donc à demander la résiliation de tous ses accès cuivre et de toutes les ressources d'hébergement, questionne sur les niveaux des coûts associés compte tenu des économies d'échelle. Orange étudie ainsi la possibilité de faire évoluer les prestations de résiliation dans le cadre de la fermeture du réseau cuivre.

Orange estime en revanche nécessaire d'introduire des nouveaux frais de résiliation pour tenir compte des situations où les résiliations attendues de la part des OC ne sont pas réalisées dans les délais, de manière à couvrir les coûts supportés le cas échéant par Orange pour la résiliation à sa charge des derniers accès en service et le démontage des équipements de l'opérateur.

\*\*\* \*\*

\*\*\* \*\*



## C. PROFESSIONNELS & ENTREPRISES

S'agissant des offres fibre à destination des entreprises, Orange demande à l'Autorité de prendre acte de l'évolution de la situation concurrentielle et de la généralisation des offres proposées sur BLOM pour adapter son cadre réglementaire s'agissant des obligations imposées à Orange.

Orange veillera notamment qu'à l'occasion du nouveau cycle d'analyse des marchés pour la période 2024-2028, l'Arcep (i) lève la régulation des offres FttO d'Orange au niveau national, (ii) contrôle le respect des obligations symétriques pesant sur l'ensemble des OI s'agissant des offres à qualité de service renforcée (type FttE) sur réseaux de BLOM et (iii) supprime l'ensemble des obligations injustifiées qui incombent à Orange sur les offres FttH à destination des entreprises au titre de la régulation asymétrique.

### Perspective C.1. Poursuivre le développement d'un segment de marché de gros des accès activés FttH pour les professionnels et les entreprises

Question C.1.1	<p>a. Quelle est votre appréciation de l'évolution du marché de gros des accès activés à l'horizon du prochain cycle d'analyses de marché ?</p> <p>b. Quelle est votre position concernant l'adéquation des offres de gros d'accès activés existantes avec les besoins des clients de détail et, le cas échéant, quels sont les besoins d'évolution des obligations existantes ?</p> <p>c. Au vu du développement des offres de gros d'accès activés, quelles est votre appréciation quant au besoin d'offres de gros de revente des offres de détail à l'horizon du prochain cycle d'analyses des marchés ?</p> <p>d. Identifiez-vous d'éventuels besoins non satisfaits en matière d'offres d'accès aux infrastructures des opérateurs d'infrastructures FttH (y compris autres opérateurs qu'Orange) ?</p>
----------------	---

Concernant l'évolution du marché des de gros des offres FttH activées, l'Arcep mentionne qu'au T4 2021, 93 % des lignes FttH étaient éligibles à au moins une offre FttH activée (50 % à au moins deux offres) contre 85 % au T1 2019 et 11 % en T1 2017 ce qui témoigne d'une dynamique de déploiement importante ces derniers années.

Pour apprécier la pertinence du maintien de l'obligation asymétrique d'offre de revente qui incombe à Orange, il est important d'évaluer le pourcentage des lignes FttH éligibles à au moins une offre FttH activée non à l'échelle nationale, mais sur le périmètre de la BLOM Orange, dans la mesure où l'obligation d'offre de revente porte uniquement sur la BLOM Orange. Selon les estimations d'Orange, il apparaît qu'au moins un autre opérateur est présent avec une offre FttH activée sur **98,9 % des logements raccordables déployés par Orange**, et ce sera certainement 100 % d'ici le début du prochain cycle d'analyse de marchés.

\*\*\*

Orange considère à ce titre qu'il **n'est plus pertinent de maintenir l'obligation de revente de l'offre de détail FttH Orange à destination de la clientèle entreprise**, qui avait pour objectif de permettre aux autres opérateurs de disposer d'un complément de couverture sur le périmètre de la BLOM Orange.

Au-delà du taux de couverture très important, une diversité d'opérateurs (au moins trois opérateurs d'envergure nationale à l'exclusion notable d'Orange à date) anime aujourd'hui le marché (Altitude,





Bouygues Telecom, SFR, ainsi que les opérateurs de RIP). Comme le mentionne l'Arcep, ces données témoignent d'une indéniable dynamique concurrentielle sur le marché de gros des offres FttH activées.

\*\*\*

Orange estime également qu'il **n'est plus pertinent de maintenir l'obligation d'une offre passive FttH adaptée sur BLOM Orange pour desservir la clientèle entreprise, intégrant la possibilité d'une offre bitstream NRO.**

L'Arcep avait notamment imposé cette obligation asymétrique, pesant uniquement sur Orange, avec l'objectif de permettre l'émergence d'acteurs tiers sur le marché des offres de gros FttH activées tierces à destination des pros et des entreprises.

Compte tenu de la situation concurrentielle du marché, cette obligation n'est plus fondée et doit être supprimée.

\*\*\* \*\*\* \*\*\*

\*\*\* \*\*\*

## Perspective C.2. Garantir l'absence de discrimination pour les offres de gros sur fibre optique à destination des professionnels et des entreprises

---

### *Garantir l'absence de discrimination entre Orange et les autres acteurs sur les réseaux FttH*

<b>Question C.2.1</b>	<b>Quelles sont les garanties supplémentaires de non-discrimination que vous jugeriez nécessaire d'imposer à Orange ?</b>
-----------------------	---

Dans le cadre du précédent cycle d'analyse de marchés, l'Arcep a imposé à Orange une obligation asymétrique de garantir l'équivalence des intrants pour le FttE, aussi bien le FttE passif que le FttE actif.

Orange considère qu'il n'y a pas de raison de maintenir une régulation asymétrique portant exclusivement sur les offres FttE Orange, ce qui constitue un traitement différencié entre Orange OI et les OI tiers. Orange demande à l'Arcep de supprimer cette obligation spécifique à Orange.

Orange considère que c'est au titre de la régulation symétrique que doit être assurée la garantie de l'absence de discrimination sur les offres FttH et FttE, et ce quel que soit l'OI concerné.

En tout état de cause, Orange considère qu'il n'y a pas lieu d'imposer des obligations asymétriques supplémentaires à Orange s'agissant des offres FttH et FttE.

### *Reproductibilité des offres de détail d'Orange sur boucle locale optique dédiée (BLOD)*

<b>Question C.2.2</b>	<b>Avez-vous d'éventuels commentaires sur le sujet ?</b>
	<b>Quel bilan tirez-vous de cette obligation imposant à Orange un test de reproductibilité tarifaire de ses offres de détail par ses concurrents ?</b>

Comme rappelé par Orange dans la partie C.6., Orange considère que le maintien d'une régulation des offres FttO au niveau national n'est plus justifiée pour la période 2024-2028, compte tenu de la situation concurrentielle dynamique sur le marché, telle que constatée par l'Arcep dans son document.

**Orange demande ainsi à l'Arcep la suppression de l'obligation de test de reproductibilité tarifaire**, en particulier au vu (i) du caractère disproportionné des moyens mobilisés pour produire de tels éléments et (ii) des aberrations liées aux évolutions annuelles du zonage de la régulation tarifaire des offres de gros sur la base desquels ces tests sont établis, ainsi qu'évoqué en réponse à la question C.6.2.

\*\*\* \*\*

\*\*\* \*\*

## Perspective C.3. Poursuivre la généralisation des offres de gros passives avec qualité de service renforcées sur tous les réseaux FttH

Orange rappelle que l'Arcep doit mener une analyse prospective, conformément aux principes dictés par la Commission européenne, s'agissant de l'évolution concurrentielle sur le marché des offres sur fibre avec qualité de service renforcée à destination des entreprises, et pointe à ce titre le mouvement inéluctable du marché vers les offres sur BLOM (type FttE) notamment dans la perspective de la fermeture du réseau cuivre.

Les offres type FttE sont en effet considérées à raison par l'Arcep et par l'ensemble des opérateurs comme les offres de substitutions dans le cadre de la migration des accès entreprise du cuivre vers la fibre. Orange considère que l'Arcep doit en tenir compte dans son approche de la régulation du FttO pour la période à venir.

L'attention de l'Arcep doit ainsi se porter en premier lieu à l'aune du prochain cycle d'analyse de marché sur les points suivants relevant de la régulation symétrique, s'agissant des offres sur fibre avec qualité de service renforcée à destination des entreprises.

- le contrôle par l'Arcep du respect des obligations symétriques relatives aux offres de type FttE (existence d'une offre effective, éligibilité, qualité de service...) ;
- le repositionnement des grilles tarifaires pour les offres de type FttE (passif et actif), dans la perspective de la migration des offres cuivre type SDSL vers les offres type FttE.

En tout état de cause, l'Arcep ne doit pas maintenir une régulation des offres FttO d'Orange dans les zones où les offres type FttE des opérateurs tiers sont défaillantes.

En outre, Orange demande la suppression de l'obligation de non-éviction qui lui incombe uniquement au titre de la régulation asymétrique, s'agissant des offres FttE, et induit un déséquilibre au niveau du positionnement des grilles tarifaires FttE, qui pénalise Orange par rapport à ses principaux concurrents.

<b>Question C.3.1</b>	<p><b>a. Quelle est votre appréciation concernant l'adéquation des offres de gros d'accès passif avec qualité de service renforcée fournies sur les réseaux FttH avec les besoins de la clientèle non-résidentielle ?</b></p> <p><b>b. Selon vous, les offres de gros d'accès passif avec qualité de service renforcée de niveaux 1 et 2 sont-elles suffisantes pour répondre à l'ensemble des besoins spécifiques des entreprises ?</b></p> <p><b>c. Comment analysez-vous les difficultés éventuelles rencontrées dans la mise en œuvre des obligations imposées aux opérateurs d'infrastructures dans la fourniture d'offres de gros d'accès passif avec qualité de service renforcée de niveau 1 et 2 ?</b></p> <p><b>d. Quel est, selon vous, le niveau de tarification pour les offres de gros d'accès passif à qualité de service renforcée de niveau 2 fournies sur les réseaux FttH sans et avec adaptation qui pourrait permettre la migration des accès cuivre avec qualité de service renforcée ?</b></p> <p><b>e. Y-a-t-il d'autres éléments qu'il vous semble utile d'évoquer s'agissant des offres avec qualité de service renforcée sur les réseaux FttH avec ou sans adaptation ?</b></p>
-----------------------	--

Actuellement, pour répondre aux besoins des entreprises de disposer d'accès de haute qualité sur fibre, les opérateurs proposent encore majoritairement des offres sur BLOM type FttO. Ces offres constituent une solution à la marge pour la migration du cuivre vers la fibre de certains accès ou certains besoins spécifiques de sécurisation. Cependant, les offres type FttO ne sont pas une solution économiquement raisonnable pour permettre la migration du parc global d'accès cuivre de haute qualité actuellement en service.

**Orange considère à ce titre que les offres type FttE constituent la solution cible pour la migration vers la fibre des accès cuivre de haute qualité de type SDSL.** Il est ainsi nécessaire de veiller à ce que l'ensemble des OI proposent des offres FttE adaptées au besoin de la migration, tant au niveau des caractéristiques techniques et opérationnelles (GTR 4h), qu'au niveau tarifaire.

Le Comité d'experts pour la boucle locale optique a décrit différentes options de déploiement du FttE sur les réseaux BLOM, permettant la fourniture d'offres à qualité de service renforcée. Par ailleurs, le groupe Interop'Fibre a défini les premiers éléments permettant de normaliser les échanges d'informations relatifs aux offres FttE entre opérateurs.

La définition de règles d'ingénierie et de protocoles d'échange adaptés a constitué une première étape déterminante pour l'adoption de ces offres par le marché.

La poursuite de ces efforts dépendra cependant :

- de la disponibilité de ces offres FttE sur l'ensemble du territoire, rendant ainsi possible la migration d'offres à qualité renforcée sur boucle locale cuivre vers des offres sur fibre optique,
- des choix techniques structurants de la part de certains opérateurs (utilisation de points de branchement dédiés ou spécifiques), permettant d'assurer la qualité de service renforcée annoncée.

\*\*\*

À date, les principaux opérateurs ont commercialisé leurs offres type FttE et implémenté dans leurs systèmes d'information la fourniture des flux d'échanges normalisés relatifs à ces offres.

Il reste néanmoins de fortes variations entre opérateurs s'agissant de l'éligibilité des offres type FttE. Le graphique ci-dessous illustre un état des lieux de l'éligibilité des offres type FttE des OI, en pourcentage des locaux raccordables FttH, d'après les données disponibles dans les fichiers IPE publiés fin août 2022.

[...]

Orange ne peut que regretter une application à géométrie variable des obligations symétriques de déploiement s'agissant des offres à qualité de service renforcée de second niveau, et demande à l'Autorité de veiller au strict respect par l'ensemble des OI de leurs obligations.

\*\*\*

**Les offres à qualité de service renforcée type FttE** se distinguent des offres FttH à destination du grand public selon plusieurs aspects :

- le besoin de qualité de service de premier ou second niveau,
- le multi-accès : une partie significative des clients destinataires des offres à qualité de service renforcée a des besoins de connectivité qui nécessitent la disponibilité de plusieurs fibres à l'adresse,
- les besoins d'accès à qualité de service renforcée peuvent également concerner des sites techniques sans adresse postale, isolés ou non,
- l'existence de sites sensibles (ou d'importance vitale) pour lesquels la demande d'une ingénierie spécifique (point de branchement spécifique) apparaît raisonnable.

**Concernant les difficultés de mise en œuvre par les OI des obligations symétriques**, Orange tient à mettre en avant que, malgré l'adoption de la décision n° 2020-1432, il reste des RIP et des réseaux privés sans offre type FttE fonctionnelle à date, et ce malgré une éligibilité affichée.

À titre d'exemple, les offres type FttE sont disponibles sur certains RIP Altitude Infra (Rosace et Losange). Cependant, Orange n'a pas reçu à date les offres relatives aux autres RIP Altitude Infra hormis une version générique mais incomplète, ce qui signifie que les offres type FttE ne sont pas opérationnelles et qu'il n'est pas possible de passer des commandes. Orange a sollicité à plusieurs reprises Altitude Infra, sans succès, pour obtenir des offres opérationnelles sur l'ensemble des RIP.



L'offre FttE d'Axione est disponible dans sa version 2019, mais Axione a indiqué à Orange qu'il s'agissait d'une offre provisoire, permettant de mener des pilotes mais pas de travailler en mode industriel. Une nouvelle version était attendue au S1 2022 mais n'a à ce jour pas été reçue.

S'agissant du périmètre SFR/XpFibre, seule une partie des RIP XpFibre proposent une offre de type FttE, au demeurant incomplète à ce jour. Aucune offre FttE passive n'est disponible à date en zone AMII, pour les RIP Covage repris par XpFibre.

L'offre de TDF est disponible, mais il s'agit d'une version ancienne qui ne prend pas en compte les protocoles Interop'Fibre.

\*\*\*

Orange tient à mettre en évidence la forte disparité des offres type FttE passives disponibles à ce jour, dans le tableau ci-dessous.

[...]

D'un point de vue technique, les offres proposées par certains opérateurs ne se différencient pas suffisamment des offres FttH, ce qui est problématique. Aussi, il paraît complexe de promouvoir auprès des clients un service avec une qualité de service renforcé, alors qu'il est proposé sur une architecture identique au FttH (exemple : pas de point de branchement et/ou de tiroir de distribution/ transport spécifiques).

D'un point de vue tarifaire, les FAS proposés par certains opérateurs sont élevés, alors qu'il n'y a pas d'adéquation avec l'architecture mise en place. En complément, les offres type FttE des opérateurs tiers incluent des pénalités dont le montant peut paraître faible et non incitatif à la garantie d'une réelle qualité de service.

\*\*\*

**Concernant les tarifs récurrents des offres type FttE passives**, Orange a engagé en 2021 un mouvement de baisse qui n'a pas été suivi par les OI tiers, dont les offres restent à un tarif élevé (environ 130 €/mois chez les OI tiers vs. 112 €/mois pour l'offre d'Orange). Paradoxalement, l'offre FttE passive d'Orange est actuellement la moins chère du marché, alors qu'il s'agit de celle qui propose l'architecture la plus sécurisée.

Cette situation n'est pas de nature à favoriser l'émergence d'offres FttE activées avec des tarifs susceptibles de répondre à l'enjeu de la migration des offres SDSL cuivre, et de répondre aux attentes des petits opérateurs.

Orange est favorable à un repositionnement des grilles tarifaires pour les offres de type FttE (passif et actif), dans la perspective de la migration des offres cuivre type SDSL vers les offres type FttE, sous réserve que ce repositionnement concerne l'ensemble des OI, notamment pour le FttE passif.

Par ailleurs, les écarts tarifaires évalués à date entre les offres FttE passives et les offres FttE activées proposées par les OI tiers sont très inférieurs à ceux pratiqués par Orange, compte tenu de l'obligation de non-éviction en vigueur.

**Orange demande ainsi la suppression de l'obligation de non-éviction imposée à Orange, au titre de la régulation asymétrique, pour les offres FttE**, qui pénalise Orange par rapport à ses principaux concurrents et va à l'encontre des attentes du marché en maintenant artificiellement des tarifs élevés pour les offres FttE activées d'Orange.



*Garantir la non-discrimination dans les systèmes d'information et les processus opérationnels des offres avec qualité de service renforcée fournies sur une architecture FttH avec adaptation*

Question C.3.2	Avez-vous d'éventuels commentaires sur le sujet ?  Quel bilan tirez-vous de cette nouvelle obligation de non-discrimination imposée à l'ensemble des opérateurs d'infrastructures ?
----------------	---

Orange est favorable à la mise en œuvre de dispositions symétriques de non-discrimination imposée à l'ensemble des opérateurs.

\*\*\* \*\*

\*\*\* \*\*

## Perspective C.4. Garantir une qualité de service suffisante pour les offres de gros d'accès de haute qualité à destination des entreprises

### Question C.4.1 Quel bilan tirez-vous de ces mesures ?

Orange souhaite plusieurs évolutions s'agissant du contrôle de la qualité de service des offres de gros d'accès de haute qualité à destination des entreprises.

Orange souhaite que soient retirés de la liste les seuils relatifs aux accès de haute qualité sur support PDH/SDH, qui sont en voie d'obsolescence.

En ce qui concerne l'imposition de seuils de qualité de service à respecter sur les accès en dégroupage cuivre Entreprise, l'Arcep a défini quatre indicateurs dans sa décision d'analyse de marché 3a.

	Unité	Type de seuil	Valeurs	Typologie
Accès Total Entreprises - Taux de respect du nombre minimum de créneaux de RDV	%	Plancher	90 %	production
Accès Total Entreprises - Taux de respect du délai de livraison	%	Plancher	90 %	production
Accès Total Entreprises sans GTR - Taux de respect du délai de relèvement	%	Plancher	80 %	SAV
Accès avec GTR <sup>110</sup> - Taux de respect du délai de relèvement avec GTR	%	Plancher	80 %	SAV

Tableau 3 : Seuils relatifs aux accès entreprises

Compte tenu du fait que les opérateurs ont finalement décidé de ne pas souscrire à l'offre Dégroupage Entreprise proposée par Orange, les trois indicateurs relatifs aux « Accès Total Entreprises » doivent être supprimés.

S'agissant de l'indicateur de « Taux de respect du délai de relèvement avec GTR », il convient de retirer du périmètre les accès avec GTR 10h, représentant moins de 5 % des accès dégroupés avec GTR.

\*\*\* \*\*

\*\*\* \*\*



## Perspective C.5. Régulation des offres d'accès activés de haute qualité sur support cuivre

---

### *Obligations tarifaires dans la zone avec remède tarifaire*

### *Évolution des tarifs dans la zone sans remède tarifaire*

Question C.5.1	<p>Quels sont les besoins de visibilité des opérateurs clients d'Orange sur les tarifs d'accès cuivre de haute qualité ?</p> <p>Devraient-ils bénéficier de davantage de visibilité qu'aujourd'hui sur leur évolution ?</p> <p>Si une évolution vous semblait nécessaire sur la régulation des tarifs d'accès ou la fourniture de prévisibilité sur leur évolution, laquelle proposeriez-vous ?</p>
Question C.5.2	<p>Identifiez-vous un risque d'augmentation des tarifs dans la zone sans remède tarifaire ?</p> <p>Avez-vous besoin de prévisibilité des tarifs dans cette zone ?</p> <p>Comment ces questions devraient-elles selon vous être adressées ?</p>

De manière générale, Orange comprend le besoin de prévisibilité des opérateurs sur les tarifs d'accès cuivre de haute qualité. Cependant, S'agissant de la régulation des accès cuivre de haute qualité, Orange estime que le cadre réglementaire défini par la décision d'analyse de marché 4 ne doit pas être alourdi.

En particulier, la zone ZC1 a été jugée concurrentielle par l'Arcep et Orange ne voit aucun élément permettant de contredire cette situation et d'imposer de nouvelles mesures sur cette zone. Par ailleurs, l'Arcep a déjà répondu à la demande des opérateurs en figeant la zone ZC1 afin de « *donner aux acteurs du marché une meilleure prévisibilité dans le contexte du projet de fermeture du réseau cuivre* ».

Enfin, ayant publié son plan de fermeture du réseau cuivre en janvier 2022, Orange estime que les opérateurs disposent des informations leur permettant de définir une stratégie globale de migration.

\*\*\* \*\*

\*\*\* \*\*

## Perspective C.6. Régulation des offres d'accès activés de haute qualité sur support fibre

Comme évoqué en réponse à la question II.4, la situation concurrentielle du marché des offres sur fibre avec qualité de service renforcée à destination des entreprises a significativement évolué au cours des dernières années, tant au niveau du marché de gros que du marché de détail.

Sur le marché de gros, Orange est en net déclin, avec une part de marché estimée à [...] et une perte de [...] points par rapport à fin 2018. Entre le T4 2019 et le T4 2021, Orange n'a contribué que pour [...] à la croissance du marché de gros. SFR a tiré profit du net déclin d'Orange et est devenu le premier contributeur sur l'accroissement du parc d'accès de gros sur fibre avec qualité de service renforcée.

Sur le marché de détail, Orange est également en déclin, avec une part de marché estimée à [...] et une perte de [...] points par rapport à fin 2018. Ce recul se fait en premier lieu au profit des opérateurs tiers autres qu'Orange et SFR. Cette situation témoigne de l'existence d'une concurrence avérée sur le marché avec des opérateurs tiers qui disposent en cumulé d'une part de marché en forte hausse ([...]).

Compte tenu de cette situation concurrentielle dynamique, et de la généralisation en cours des offres type FttE activées sur l'ensemble des réseaux de BLOM, Orange considère que le maintien d'une régulation des offres FttO au niveau national n'est plus justifiée pour la période 2024-2028.

### *Substituabilité entre accès activés de haute qualité sur les réseaux FttH et accès activés de haute qualité sur fibre dédiée (BLOD)*

<b>Question C.6.1</b>	<b>Avez-vous des remarques sur les usages futurs respectifs des accès BLOD et des accès avec GTR 4H sur infrastructure FttH pour raccorder les sites d'entreprises ?</b>
-----------------------	--

Orange souscrit à l'analyse de l'Arcep sur la substituabilité entre accès FttO (BLOD) et accès FttE (accès FttH de haute qualité de second niveau avec GTR 4H), ainsi que sur les limites identifiées. Seuls les accès FttO permettent la sécurisation via double adduction physique pour les sites très sensibles et, de manière très marginale, la réponse à des besoins fonctionnels très spécifiques.

Enfin, Orange émet de vives réserves sur les offres à qualité de service renforcée sur infrastructure FttH proposées par certains opérateurs tiers sans adaptation d'architecture, concernant la capacité de l'OI tiers à assurer une GTR 4h. C'est la raison pour laquelle Orange a fait le choix d'un réseau avec adaptation d'architecture.

### *Maintien des critères définissant les zones d'encadrement tarifaire pour les accès de haute qualité sur BLOD*

<b>Question C.6.2</b>	<b>Pensez-vous que les zones devraient être maintenues ?</b>
	<b>Sinon pourquoi et quelles modifications vous semblent nécessaires ?</b>

Orange tient toutefois à mettre en avant un certain nombre d'aberrations au niveau de la définition des zonages ZF2-A et ZF2-B qui ont pu pénaliser Orange au cours du présent cycle (et renvoie à ses précédentes analyses concernant les trois critères cumulatifs caractérisant la ZF1) :

**Non prise en compte des accès construits sur infrastructure propre.**

Le positionnement d'une commune en ZF2-A ou ZF2-B tient compte entre autres de la situation concurrentielle d'Orange sur le marché de gros (part du marché de gros inférieure à 50 % pour être en ZF2-A) ce qui ne prend pas en considération les accès des opérateurs concurrents d'Orange construits sur leurs infrastructure propres. Ainsi, Orange a pu observer dans l'établissement du zonage pour 2022, un déclassement de certaines communes de ZF2-A à ZF2-B alors même que le parc d'accès de détail et de gros n'avait pas évolué voire avait diminué ce qui n'est pas acceptable.

#### **Absence de critère de non-régression de ZF2-A à ZF2-B.**

Contrairement à ce qui est prévu dans le cas de ZF1, aucun critère de non-régression n'a été prévu entre ZF2-A et ZF2-B, ni de critères de nombre minimal d'accès dans la commune, ce qui conduit à des mouvements de zonage importants d'une année à l'autre sans que la situation concurrentielle sur une zone n'ait été modifiée, notamment en lien avec le point 1.

#### **Critère dépendant du respect par les OI tiers de leurs obligations réglementaires.**

L'un des critères de classification en ZF2-A est relatif à la disponibilité d'une offre type FttE. Or, il reste des OI (privés ou RIP) qui ne respectent pas à ce jour leurs obligations de fournir une offre passive type FttE sur leurs réseaux FttH et donc *a fortiori* une offre activée. Ceci pose la question de la pertinence de retenir pour réguler Orange un critère dépendant du respect par les OI tiers de leurs obligations réglementaires. Orange ne peut être contraint tarifairement sur des zones car d'autres OI manquent à leur obligation de proposer une offre type FttE.

### ***Maintien des obligations tarifaires sur les offres de gros d'accès activés de haute qualité sur infrastructure FttH d'Orange***

<b>Question C.6.3</b>	<b>Pensez-vous que ces obligations devraient être maintenues ?</b>
-----------------------	--

<b>Sinon pourquoi et quelles évolutions vous semblent nécessaires ?</b>
---

Comme évoqué en réponse à la question C.3.1, Orange demande la suppression de l'obligation de non-éviction imposée à Orange, au titre de la régulation asymétrique, pour les offres FttE, qui pénalise Orange par rapport à ses principaux concurrents et va à l'encontre des attentes du marché en maintenant artificiellement des tarifs élevés pour les offres FttE activées d'Orange.

\*\*\* \*\*

\*\*\* \*\*

## D. INFRASTRUCTURES D'ACCUEIL DES RESEAUX

### Perspective D.1. Poursuivre une régulation de l'accès au génie civil adaptée aux besoins des déploiements

---

#### *Offre de référence d'accès aux infrastructures de génie civil d'Orange*

Question D.1.1	<p>S'agissant de l'offre de référence d'accès aux infrastructures de génie civil d'Orange, avez-vous des observations à formuler quant au périmètre et/ou au fonctionnement de l'offre ?</p> <p>En particulier, s'agissant des commandes d'accès pour le déploiement des réseaux autres que la boucle locale optique, avez-vous identifié des évolutions que vous estimez nécessaires dans le nouveau cycle ?</p>
----------------	---

Orange constate une forte utilisation de son offre GC BLO, principalement pour le développement des réseaux FttH, mais aussi pour le raccordement d'éléments de réseaux ou de clients entreprises spécifiques.

La composante NRA SR n'est quasiment plus utilisée, du fait de l'arrêt des opérations de montée en débit. Orange s'attend à une résiliation de certains de ces liens ou leur transfert vers une tarification en liaisons ponctuelles GC BLO.

L'offre de GC de collecte reste très peu utilisée malgré la levée des restrictions liées à la disponibilité d'un câble de collecte d'Orange. Le type de commande utilisé est un choix formulé par l'opérateur au moment de la commande, dont la finalité ne peut être vérifiée par Orange. Aussi, ce faible volume questionne Orange quand des offres de collecte deviennent plus nombreuses sur le marché. Il est probable qu'une partie de ces câbles de collecte ait été déployée via une commande GC BLO, avec une tarification plus faible.

\*\*\*

L'offre GC BLO reste difficilement maîtrisée par certains opérateurs, comme le montre le taux de rejet sur les commandes complexes qui reste très élevé et présente un écart important avec ce que fait Orange pour ses propres déploiements, en respectant pourtant les mêmes commandes et processus.

Les conditions d'utilisation de l'offre GC BLO donnent une grande autonomie – donc une grande responsabilité – aux opérateurs dans le respect des règles de sécurité, d'ingénierie et de processus décrites dans le contrat. Les bilans des contrôles présentés par Orange aux opérateurs et à l'Arcep attestent du non-respect de ces règles par certains opérateurs ainsi que d'une piètre qualité des travaux réalisés par ces derniers.

Malgré les rappels, mises en demeure, constats d'huissier, assignations réalisés par Orange, ces comportements perdurent. Et des accidents mortels sont malheureusement survenus cette année. Aussi, Orange va continuer à vérifier que les opérateurs travaillent dans les conditions attendues, en multipliant les contrôles sur les travaux réalisés par les opérateurs. Ces contrôles ne pourront dans tous les cas pas être exhaustifs avec la volumétrie de travaux actuellement réalisés. Ces malfaçons laissent aussi présager des difficultés à venir pendant l'exploitation des réseaux en place. Une prise en compte concrète des problèmes, et un réel changement de comportement sont attendus de certains opérateurs.

Par ailleurs, Orange a pu partager avec l'Arcep et les opérateurs le fait que nombre de dossiers de fin de travaux sur les commandes simples ne sont pas finalisés. Les rappels effectués auprès des

opérateurs n'ont pas permis de modifier les comportements. Des pénalités sont appliquées à ces opérateurs, mais elles sont plafonnées, et n'incitent finalement pas les opérateurs à envoyer ces dossiers. Orange se retrouve dans l'incapacité de vérifier la réelle occupation de ses installations, ni de vérifier les travaux effectués ni de facturer l'opérateur des occupations. Aussi, **Orange estime nécessaire de modifier les caractéristiques de ces commandes simples, ou de déplaçonner les pénalités pour inciter les opérateurs à rendre les dossiers de fin de travaux.**

<b>Question D.1.2</b>	<p><b>Avez-vous des observations s'agissant de modalités et conditions de mise à disposition des informations décrivant les infrastructures de génie civil d'Orange ou sur les données prévisionnelles des interventions planifiées par Orange sur ses infrastructures ?</b></p> <p><b>En particulier, les données mises à disposition des utilisateurs de l'offre d'Orange permettent-elles selon vous de répondre aux besoins de fluidification de l'accès à son réseau de génie civil, du point de vue du contenu, du format, et des processus (délais de mise à disposition et de mise à jour, périodicité des calendriers prévisionnels, etc.) ?</b></p>
-----------------------	---

Orange met à disposition des opérateurs les informations sur ses installations dans l'état de leur déclaration dans ses bases de données. Les processus sont connus et largement utilisés par les opérateurs, et leur permettent d'accéder très rapidement aux plans itinéraires des installations d'Orange.

En complément, Orange partage avec les opérateurs le planning semestriel de contrôle des appuis aériens. Cela leur permet d'être informé des départements et zones NRA sur lesquels les contrôles seront prévus.

Orange partage aussi plus régulièrement les informations sur les opérations de coordination qui sont réalisées sur son réseau, au travers d'un tableur recensant toutes les opérations ainsi que d'un fichier SIG représentant les zones concernées. Cela permet aux opérateurs de prévoir les travaux de dévoiement qu'ils auront à engager. Aussi, il est attendu que les opérateurs réalisent ces travaux dans les plannings définis pour que les travaux de voirie puissent se poursuivre et être finalisés dans les délais prévus.

### *Maintenance et désaturation des infrastructures d'accueil*

<b>Question D.1.3</b>	<p><b>Quels sont vos retours d'expérience sur le périmètre et les modalités des processus actuellement en vigueur pour l'intervention en autonomie des opérateurs tiers à des fins de rénovation de génie civil dont Orange est propriétaire ou gestionnaire ?</b></p> <p><b>Avez-vous des observations à formuler quant à l'indemnisation de ces opérations de rénovation en sous-traitance d'Orange, lors des déploiements « massifs » (i.e. mutualisés) ?</b></p> <p><b>Identifiez-vous des opérations de rénovation qui devraient être intégrées à ces processus ?</b></p>
-----------------------	--

Plusieurs prestations peuvent être réalisées en autonomie par les opérateurs :

- le renforcement ou remplacement des appuis aériens,
- la réparation des conduites cassées,
- la réhausse des chambres sous trottoir.

Le renforcement ou remplacement des appuis aériens est majoritairement réalisé par tous les opérateurs qui ont relativement bien intégré le processus et les règles de mises en œuvre.

La réparation des conduites cassées est très largement réalisée par les opérateurs, et ponctuellement demandée à Orange. Les dossiers de fin de travaux permettant à Orange de vérifier les travaux de l'opérateur ne parviennent pas régulièrement et l'encours de commandes augmentent de mois en mois.

La réhausse des chambres sous trottoir est réalisée par les opérateurs ou demandée à Orange, dans une répartition quasi équivalente. Les dossiers de fin de travaux permettant à Orange de vérifier les travaux de l'opérateur ne parviennent pas régulièrement et l'encours de commandes augmente également de mois en mois. Les travaux sont toutefois plus sensibles dans la mesure où ils touchent généralement des parties publiques fréquentées, pour lesquelles le respect des règles de sécurité et de bonne mise en œuvre est absolument nécessaire pour limiter les risques vis-à-vis du public.

Orange s'attache à vérifier systématiquement les travaux de réparation de conduites cassées ou de réhausse réalisés par les opérateurs. Les non-conformités leur sont communiquées pour permettre la mise à niveau attendue. Les délais de traitement peuvent être longs avant qu'Orange soit informé de leur réalisation. Plus de 600 dossiers sont actuellement suivis, dont plus de la moitié sont en attente des travaux de mise en conformité.

Ces travaux liés à des déploiements « massifs » sont remboursés par Orange, conformément à ses obligations, suivant la grille tarifaire de l'offre, et dans le principe d'un montant équivalent à celui qu'Orange constate de la part de ses prestataires.

<b>Question D.1.4</b>	<b>Avez-vous des observations s'agissant du processus mis en place par Orange pour les commandes de prestations de rénovation des appuis aériens dans le cadre des phases de déploiements ?</b>  <b>Identifiez-vous des opérations de rénovation de génie civil dont les processus de prise en charge par Orange devraient être introduits ou qui nécessiteraient, selon vous, des évolutions afin de répondre aux besoins d'accès aux infrastructures physiques ?</b>
-----------------------	--

Orange a introduit dans ses prestations, conformément aux demandes de l'Arcep introduites dans la décision n° 2020-1442, la rénovation des appuis aériens par Orange. Avant cela, tous les opérateurs déployant leurs réseaux fibre optique sur des appuis aériens réalisaient ces opérations en totale autonomie. Cette demande a été poussée particulièrement par un opérateur souhaitant qu'Orange réalise ces renforcements ou remplacements préalablement à ses propres déploiements sur des zones disposant de milliers d'appuis.

Orange a donc mis en place une prestation permettant de traiter des volumes importants de remplacement, nécessitant une grande prévisibilité des opérateurs pour engager des ressources suffisantes afin de tenir la volumétrie demandée dans les délais attendus. Plus d'un an après son introduction, la prestation est très peu utilisée. Les quelques commandes reçues ne comportent que très peu d'appuis. L'opérateur à l'origine de la demande n'utilise pas le processus proposé.

**Aussi, Orange estime que cette prestation ne répond pas au besoin des opérateurs, et doit être supprimée ou à défaut adaptée pour traiter une faible volumétrie d'appuis.**

<b>Question D.1.5</b>	<b>Avez-vous des observations concernant le processus de rachat et le niveau d'indemnisation prévus par Orange lors de l'acquisition des appuis aériens en autonomie par les opérateurs auprès des fournisseurs de poteaux ?</b>  <b>Identifiez-vous un besoin de généralisation de ce processus de fourniture en autonomie en appuis aériens ?</b>
-----------------------	---

Orange a mis en place à la demande des opérateurs et de l'Arcep, en compléments des actions déjà engagées pour répondre à la pénurie des poteaux qui a sévi de début 2021 à mi 2022, la possibilité



pour les opérateurs d'utiliser des poteaux (validés par Orange) approvisionnés directement auprès de leurs fournisseurs.

Quelques opérateurs ont signé le contrat correspondant et ont indiqué avoir utilisé cette disposition. Orange n'a pas la visibilité effective de l'utilisation de cette possibilité par les opérateurs signataires. Orange en sera informé avec les dossiers de fin de travaux remis par les opérateurs. Toutefois, depuis un an, aucun dossier n'a encore été remis par les opérateurs. Orange ne dispose donc d'aucune volumétrie d'utilisation de cette disposition.

**Orange estime que cette disposition ne doit pas être reconduite**, maintenant qu'il n'y a plus de pénurie, car elle introduit dans ses dispositions actuelles :

- une commande en parallèle de poteaux à Orange, qui ne seront jamais retirés par l'opérateur,
- des poteaux marqués du nom d'un autre opérateur sur le réseau d'Orange, en cas d'absence de l'étiquette bleue,
- un problème de responsabilité lié à l'absence des dossiers de fin de travaux de l'opérateur.

**Les enseignements de la pénurie ont toutefois montré que la possibilité donnée aux opérateurs d'être livrés directement par Orange dans leurs propres magasins constitue la solution la plus adaptée pour les opérateurs ayant une forte volumétrie de poteaux à déployer.** Les opérateurs qui en bénéficiaient ont été les moins perturbés durant la pénurie dans leurs déploiements grâce à des livraisons prioritaires dès la source pour leur unique besoin.

<b>Question D.1.6</b>	<b>Dans le cadre de l'accroissement des interventions pour le raccordement final des abonnés en fibre optique, identifiez-vous des évolutions nécessaires quant aux conditions de commandes de prestations de rénovation du génie civil d'adduction ?</b>
-----------------------	---

Dans le cadre du groupe de travail de l'Arcep pour la réalisation des raccordements complexes, a été soulevé le besoin de remplacement, par l'opérateur ou par Orange, d'appuis ponctuels ne permettant pas d'être utilisés (étiquette « jaune », état non conforme, etc.). Le niveau de remboursement actuel ne semblerait pas suffisant pour réaliser cette opération ponctuelle par un opérateur, et le processus de remplacement par Orange existant n'apparaît pas adapté pour cette situation.

Aussi, un **processus spécifique de remplacement de poteaux par Orange ou par l'opérateur, dans le cadre d'un raccordement client, pourrait être introduit.**

Par ailleurs, un travail est engagé avec les opérateurs pour expliquer et simplifier les dossiers techniques attendus (DOSTEC). Il devrait permettre aux intervenants de mieux remplir les informations, les plans et les photos afin de fortement diminuer le taux de rejet constaté de ces dossiers, et de faciliter leur traitement par Orange.

En complément, les délais actuels de rénovation par Orange – 3 mois pour le génie civil sous-terrain et 4 mois pour l'aérien – sont jugés trop longs dans le processus de raccordement du client final. Si ces délais doivent être revus à la baisse pour diminuer le délai global de raccordement du client final, Orange insiste sur le fait que les délais qu'il pourrait lui être demandé de réviser soient similaires à ceux demandés aux autres opérateurs pour la réparation de leur génie civil.

Il apparaît également nécessaire que des prestations nouvelles soient proposées par Orange pour permettre le raccordement des logements neufs, quand la première chambre de génie civil pour réaliser l'adduction du logement est trop éloignée. Il ne s'agit pas de travaux de rénovation mais de travaux nouveaux, opérés par Orange, pour créer une chambre sans fond sur des canalisations existantes, et permettre une adduction du nouveau logement à proximité de celui-ci. Ces travaux seront facturés de manière spécifique aux OI au travers d'un contrat particulier.



<b>Question D.1.7</b>	<b>Dans le cadre de la fermeture du réseau cuivre par Orange, avez-vous identifié d'éventuelles difficultés pour lesquelles des précisions seraient nécessaires selon vous notamment concernant l'obligation d'entretien des infrastructures d'accueil par leur gestionnaire ou propriétaire ?</b>
-----------------------	--

Orange demeure responsable de la maintenance, de l'exploitation et de l'entretien des infrastructures de génie civil dont il est propriétaire ou gestionnaire, et qu'il met notamment à disposition des opérateurs tiers via l'offre d'accès GC BLO.

De la même manière, il appartient à chaque propriétaire ou gestionnaire d'infrastructures de génie civil d'assurer leur maintenance, leur exploitation et leur entretien.

En tout état de cause, il n'appartient pas à Orange d'assurer la maintenance, l'exploitation et l'entretien des infrastructures de génie civil dont il n'est ni propriétaire, ni gestionnaire.

### *Sur les offres commerciales d'accès aux infrastructures physiques de génie civil*

<b>Question D.1.8</b>	<b>Avez-vous des observations à formuler sur l'offre LGC Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) ?</b>
-----------------------	--

L'offre LGC ZAC d'Orange est une offre qui avait été mise en place avant la sortie de l'offre GC BLO. Il reste un faible parc de liaisons en service au titre de cette offre, qui ne fait plus l'objet de commandes.

<b>Question D.1.9</b>	<b>Quelle utilisation faites-vous des dispositions de la directive mentionnées au 4.3 ? Identifiez-vous des difficultés lors de la mobilisation de ces dispositions ? Identifiez-vous des besoins d'évolutions dans le traitement des difficultés mentionnées ?</b>
-----------------------	---

Comme évoqué en réponse à la question II.1, Orange rencontre toujours des difficultés d'accès aux infrastructures de génie civil des opérateurs tiers, soit pour le raccordement en propre de PM tiers ou de NRO tiers, soit pour le déploiement de fibre pour d'autres usages (raccordement d'antennes mobiles notamment).

Malgré des demandes répétées, Orange constate les manquements suivants :

- pas d'offre d'accès disponibles,
- conditions tarifaires non raisonnables,
- processus opérationnels défaillants, i.e. demandes d'accès au génie civil non traitées.

Orange demande ainsi à l'Arcep de veiller au respect par l'ensemble des opérateurs de leurs obligations en matière d'accès aux infrastructures de génie civil.

\*\*\*

En particulier, Orange est aujourd'hui confronté à des opérateurs proposant des tarifs excessifs pour l'accès à leurs infrastructures de génie civil, pouvant aller jusqu'à 10 €/m/an/câble, soit 10 fois plus que le tarif généralement constaté sur le marché et attendu par Orange (environ 1 €/m/an/câble).

Orange a également à faire à des opérateurs qui ne répondent pas à ses demandes d'accès à leurs infrastructures de génie civil, malgré des demandes répétées.

Ces pratiques contestables constituent des freins au déploiement des réseaux fibre optique, et doivent faire l'objet de mesures de l'Arcep.

Orange demande qu'un cadrage tarifaire soit établi par l'Arcep s'agissant de l'accès aux infrastructures de génie civil, afin d'éviter ces dérives et faire en sorte que les opérateurs reviennent à des tarifs raisonnables.

**Question D.1.10** Avez-vous rencontré des difficultés d'accès, et lesquelles, à des infrastructures de génie civil d'un acteur prédominant au sein d'une zone géographique limitée ?  
Le cas échéant quelles actions pourraient, selon vous, permettre d'y remédier et faciliter l'accès pour les déploiements ?

Orange est confronté depuis peu, dans certaines zones d'activités économiques nouvelles, à l'absence d'offre d'accès aux infrastructures de génie civil ou au refus d'accéder à ces infrastructures afin de raccorder en fibre optique les entreprises installées sur ces zones.

Les opérateurs en charge de ces zones renvoient ainsi Orange à leurs propres offres spécifiques fibre optique, souvent activées, pour desservir ces clients.

Orange juge ces pratiques non conformes au cadre actuel et ne permettant pas le développement de la concurrence sur le marché des offres à destination des entreprises.

**Il appartient ainsi à chaque gestionnaire en charge d'une zone d'activités économiques de proposer une offre d'accès aux infrastructures de génie civil de la zone, à un tarif raisonnable.**

### *Tarification de l'accès au génie civil d'Orange*

**Question D.1.11** Avez-vous des observations à formuler sur l'évolution envisagée ?

Les coûts du génie civil de boucle locale ont vocation à être recouverts au travers l'ensemble des réseaux qui occupent ces infrastructures de génie civil, i.e. le réseau cuivre d'Orange (via les différents produits d'accès cuivre, dont le dégroupage) et les réseaux fibre optique d'Orange et des opérateurs tiers (via l'offre GC BLO).

Afin d'implémenter l'obligation d'orientation vers les coûts, la décision tarifaire adoptée par l'Arcep en 2017 pose le principe d'une allocation des coûts du génie civil de boucle locale pour l'année n, entre les produits d'accès cuivre et l'offre GC BLO, au prorata des parcs respectifs d'accès en service cuivre et fibre optique fin année n-2. Cette clé d'allocation sur la base des parcs constaté « fin année n-2 », qui a pour effet que le cuivre « subventionne » la fibre optique, avait été estimée à l'époque nécessaire par l'Arcep au début des déploiements de réseaux FttH afin de ne pas faire peser un coût indu sur les premiers accès FttH.

La décision tarif-plafond dégroupage adoptée par l'Arcep en décembre 2020 n'est pas conforme au principe d'allocation des coûts de la décision tarifaire génie civil de 2017. Compte tenu du fait que l'Arcep modélise désormais un réseau théorique FttH couvrant l'ensemble du territoire, l'intégralité des coûts de génie civil a dans cette approche vocation à être répercutée sur le réseau FttH modélisé, ce qui revient à allouer les coûts de génie civil de l'année n au parc moyen de l'année n.

Cette incohérence au niveau des clés d'allocation entre la décision tarif-plafond dégroupage de 2020 et la décision tarifaire génie civil de 2017 conduit à ce qu'Orange ne recouvre plus correctement ses coûts de génie civil de boucle locale.

L'Arcep reconnaît désormais dans son document en consultation publique que le système d'allocation des coûts n'est plus adapté, mais « propose que la mise en œuvre de ce changement se fasse sur une période de deux ans se traduisant par l'utilisation de la clé du nombre d'accès en année n pour la fixation des tarifs de l'année 2024, avec un aménagement particulier pour l'année 2023 ». Ce lissage

sur deux ans conduirait à laisser perdurer le non-recouvrement pour Orange de ses coûts de génie civil.

**Orange s'oppose catégoriquement à ce lissage sur deux ans, qui conduit à laisser perdurer le non-recouvrement pour Orange de ses coûts de génie civil.** Orange demande à l'Arcep de corriger dès à présent la décision tarifaire génie civil pour application pleine et entière de la clé « mi-année n » dès 2023, sans lissage.

\*\*\*

Par ailleurs, Orange attire l'attention de l'Autorité sur l'incohérence entre, d'une part, le WACC fixé par l'Arcep, suivant la méthodologie de la notice de la Commission européenne, et, d'autre part, la forte inflation constatée à ce jour et la remontée des taux d'intérêt.

Le WACC nominal défini par l'Arcep à l'été 2020 pour la période 2021-2023 a été établi sur la base d'une hypothèse d'une inflation stable sur toute la période.

L'Arcep édicte par ailleurs le principe selon lequel les tarifs de gros d'accès au génie civil d'Orange sont déterminés sur la base d'un WACC réel, calculé en intégrant le taux d'inflation précisé dans la loi de finances pour l'année à venir.

En pratique, cela conduit pour l'année 2023, avec un taux d'inflation anticipé à 4,2 %, à ce que le WACC réel soit réduit à 0,6 %, ce qui remet en cause toute la méthodologie ayant conduit à la fixation du WACC nominal.

L'Arcep ne peut ignorer la situation économique actuelle marquée par une forte inflation. Orange demande ainsi à l'Arcep de réviser la décision fixant le WACC pour la période 2024-2028 pour que le WACC réel reflète correctement le contexte économique des actifs régulés d'Orange.

### *Prévisibilité de l'évolution des tarifs*

<b>Question D.1.12</b>	<b>Avez-vous des observations à formuler sur les évolutions à apporter aux modalités de tarification du génie civil d'Orange en vue de permettre plus de visibilité aux acteurs ?</b>
------------------------	---

L'Arcep évoque l'éventualité de la mise en place d'un encadrement pluriannuel des tarifs de l'accès au génie civil d'Orange, sous la forme de tarif-plafond, pour donner « plus de visibilité » aux opérateurs.

Orange est opposé à tout encadrement pluriannuel des tarifs de l'offre GC BLO, sous forme de tarifs-plafonds pour la période 2024-2028, qui ne permettrait pas à Orange de recouvrer légitimement ses coûts en cas de hausse non prévue.

Un tel encadrement pluriannuel supposerait en effet d'établir des tarifs sur la base d'hypothèses très incertaines s'agissant des coûts prévisionnels et des unités d'œuvre (volumes de câbles notamment), compte tenu en particulier de la mise en œuvre de la fermeture du réseau cuivre et des nouveaux usages du génie civil.

Un tel encadrement pluriannuel serait par ailleurs désincitatif pour Orange dans la perspective des nouveaux investissements à consentir pour assurer la résilience de ses infrastructures de génie civil, dans un contexte de plus en plus difficile s'agissant des incidents de réseaux consécutifs au changement climatique (inondations, incendies, tempêtes, etc.).

\*\*\*

Orange considère que les opérateurs disposent déjà d'outils leur permettant de disposer d'une visibilité suffisante sur l'évolution annuelle des tarifs, sur la base des trajectoires déjà partagées qui ont généralement été intégrées dans les plans d'affaires des RIP.

Orange note d'ailleurs que les OI recouvrent leurs coûts d'accès au génie civil d'Orange dans le cadre de l'offre GC BLO via les tarifs récurrents de cofinancement et de location à la ligne, en équilibrant leurs plans d'affaires sur des périodes de projet longues (20 ans ou plus), et peuvent adapter le cas échéant leurs grilles tarifaires en cas d'une hausse non anticipée des tarifs d'accès au génie civil.

### *Autres évolutions de la tarification de l'accès au génie civil d'Orange*

<b>Question D.1.13 D'autres évolutions vous semblent-elles souhaitables s'agissant de la tarification de l'accès au génie civil d'Orange (règles de calcul des tarifs, processus annuel de tarification, etc.)</b>
--

Orange a plusieurs remarques s'agissant de sa capacité à recouvrer correctement ses coûts et à facturer les occupations du génie civil.

#### Sur la facturation des commandes massives (en aval PM)

La facturation des commandes massives d'accès au génie civil pour le segment aval PM est établie sur la base du nombre d'accès couverts déclaré par l'opérateur lors de la première commande sur un PM donné.

Orange n'effectue pas de contrôle systématique des déclarations de l'opérateur. Il est cependant constaté une dérive entre ce que l'opérateur déclare à la commande s'agissant du nombre d'accès couverts par PM, et ce qui est effectivement réalisé sur le terrain et est visible dans les fichiers IPE (qui servent par ailleurs à la tarification des offres FttH). Le processus de mise à jour du nombre d'accès couverts est peu automatisé, et en pratique les opérateurs ne procèdent pas aux corrections nécessaires.

Orange estime ainsi pertinent de faire évoluer la facturation de l'accès au génie civil pour l'aval PM, en faisant désormais référence aux nombres d'accès couverts par PM, visibles dans les IPE de chaque opérateur, et non plus aux déclarations faites lors de la commande d'accès GC BLO.

Cela permettrait de garantir un traitement homogène pour l'ensemble des opérateurs clients de GC BLO, de simplifier le processus de déclaration et de modification, d'éviter toute contestation possible de facturation en cas de reprise de réseaux...

#### Sur la facturation des commandes ponctuelles

Orange constate que les moyens de contrôle sont limités pour facturer correctement certains usages de ses infrastructures de génie civil :

- il arrive que certains opérateurs ne déclarent pas les occupations de leurs câbles, pour les segments de petites longueurs ;
- le mécanisme de pénalités plafonnées à 120 jours n'est quelquefois pas suffisamment incitatif pour que l'opérateur dépose le dossier de fin de travaux, qui est nécessaire à la facturation effective de l'occupation des câbles ;
- des commandes sont quelquefois passées à tort au titre de l'offre GC BLO au lieu de l'offre GC collecte, sans possibilité de contrôle ;
- l'occupation de génie civil n'est pas déclarée pour les câbles de raccordement client final, et l'estimation de leur volume, pourtant nécessaire à l'établissement des tarifs, est approximative ce qui pose la question de la qualité des prévisions des opérateurs.

#### Sur les investissements liés aux travaux d'enfouissement

Comme évoqué en réponse à la question A.1.2., la résilience des réseaux FttH pourrait nécessiter des investissements lourds de génie civil à moyen terme dans le cadre de travaux d'enfouissement. Dans cette perspective, il serait opportun de définir des modalités de facturation ou de comptabilisation des coûts adaptées, de manière à ne pas désinciter ces investissements exceptionnels.



Sur l'offre NRA-SR avec la fermeture du cuivre

Orange estime que la tarification spécifique NRA-SR, établie sur un usage de six fibres dans le cas d'un NRA-MED, doit à terme être supprimée, une fois les NRA-MED fermés.

Orange rappelle que le maintien pour un autre usage du câble NRA-SR, après la fermeture du NRA-MED concerné, suppose que l'opérateur demande une modification de la facturation, pour passer à la tarification GC BLO ponctuelle.

\*\*\* \*\*

\*\*\* \*\*

## Perspective D.2. Optimiser les conditions d'hébergement des équipements dans les infrastructures d'accueil

---

### *Conditions opérationnelles d'accès aux infrastructures d'hébergement*

Orange tient à rappeler qu'il a initié le rapprochement entre les prestations d'hébergement proposées dans le cadre de l'offre de dégroupage et les prestations d'hébergement de l'offre hébergement NRO. La présence des opérateurs en dégroupage leur permettait d'ailleurs déjà de souscrire aux prestations de l'offre hébergement NRO, possibilité largement utilisée par les opérateurs.

En complément, Orange a engagé une harmonisation des prestations entre les deux offres, conduisant à ne procéder aux évolutions des prestations que dans l'offre hébergement NRO et en initiant concomitamment un arrêt des commandes des prestations équivalentes dans la convention de dégroupage. Cette harmonisation doit permettre le fonctionnement simultané des deux offres pendant une phase transitoire, en limitant les impacts sur les opérateurs et sur Orange, et en privilégiant les nouvelles commandes dans l'offre d'hébergement NRO afin de limiter les migrations nécessaires une fois le réseau cuivre fermé.

En conséquence, l'Arcep doit tenir compte de cette harmonisation, partagée avec l'ensemble des opérateurs, dans sa prochaine analyse de marché de manière à ne pas reconduire en l'état les obligations imposées à Orange spécifiquement au titre des prestations connexes au dégroupage.

Par ailleurs, les opérateurs commencent à résilier leurs prestations de dégroupage pour optimiser leurs ressources dans les NRA. Orange a simplifié le mode opératoire en proposant un dossier photo pour rendre compte de la dépose des équipements. Avec la bascule des clients vers la fibre et la mise en œuvre de la fermeture du réseau cuivre, ces demandes vont fortement augmenter durant le prochain cycle d'analyse de marchés. Des fonctionnements plus industriels et plus adaptés aux capacités d'Orange doivent ainsi être étudiés.

<b>Question D.2.1</b>	<b>Quelle appréciation portez-vous sur le programme de migration des moyens d'accès des sites d'hébergement engagé par Orange ?</b>
-----------------------	---

Orange a entrepris un programme de migration des moyens d'accès (badges) de l'ensemble de ses sites d'hébergement (NRA & NRO).

Pour les NRA les plus importants (15 % des NRA historiques), les anciennes technologies seront remplacées d'ici 6 ans par la solution de cartes CMS. Pour les autres NRA, les anciennes technologies seront remplacées par un système de clé électronique avec gestion de droits. Début juillet 2022, Orange avait migré plus de 60 % des NRA historiques dans leur technologie cible. Pour l'ensemble des NRA en armoire, l'accès s'effectue par un système de clé électronique avec cylindre mécanique.

Certaines difficultés s'agissant de la fourniture de badges aux opérateurs ont été rencontrées lors du cycle d'analyse de marchés en cours sur la technologie Technicob dans les régions du Grand Nord Est et du Grand Ouest. La saturation du système de gestion par région (limité en nombre de préfixes, non extensible) et l'impossibilité d'une interopérabilité entre régions ont conduit Orange à prendre plusieurs mesures.

1/ Les NRA sièges de NRO sont priorisés pour le passage en clé électronique, avec pour objectif de terminer leur migration en 2023.

2/ Fin 2024, l'ensemble des NRA avec la technologie Technicob seront migrés vers les nouveaux systèmes d'accès. Sur le premier semestre 2022, plus de 500 sites Technicob ont déjà été migrés. Début juillet 2022, il restait 1980 sites Technicob à migrer, dont 430 en cartes CMS.

3/ Des actions métiers spécifiques ont été mises en place pour gérer le parc et les nouvelles demandes de badges Technicob :

- un point d'entrée OWF pour centraliser les nouvelles demandes de badges Technicob des opérateurs ;
- la communication de l'état de la situation aux opérateurs pour leur permettre de gérer au plus près leur parc actuel de badges ;
- des actions de récupération de badges auprès des équipes d'Orange ;
- la fourniture de ces badges récupérés en priorité aux nouveaux opérateurs accédant à ces NRA ;
- et des études de rationalisation des nouvelles demandes de badge des opérateurs au vu de leur parc de badges déjà détenus et activés.

Plus globalement, Orange a mis en place en 2022 une nouvelle organisation pour l'exploitation des moyens d'accès :

- un centre d'exploitation national des moyens d'accès a été créé, en charge d'animer et d'harmoniser les rôles et les procédures des centres de gestion en UI ;
- OWF reste le point d'entrée des opérateurs et gère les demandes de badges Technicob, le renouvellement des droits annuels, la fiabilisation et la connaissance du moyen d'accès de chaque site et le maintien des droits lors de la migration du moyen d'accès d'un site ;
- enfin, la migration vers ces nouvelles technologies d'accès sites permettra d'améliorer à moyen terme la robustesse des serveurs et de disposer de nouveaux applicatifs SI.

<b>Question D.2.2</b> <b>Quels leviers vous semblent pertinents pour améliorer la durée totale du processus d'installation dans les infrastructures d'hébergement d'Orange ?</b>
--

Orange présente les indicateurs mensuels de suivi de l'offre lors des réunions multilatérales organisées par l'Arcep. Le processus total de commande (étude et production) dure en moyenne environ 35 jours pour les prestations demandées par les OC.

En complément, Orange s'est engagé à mieux piloter les prises de rendez-vous (état des lieux, recettes) nécessaires à l'installation des équipements des opérateurs après la livraison des prestations, via le développement d'un nouvel outil, qui sera mis à disposition en 2023, mais aussi via l'introduction de la signature électronique pour simplifier et optimiser les échanges avec les opérateurs.

### *Fermeture du réseau cuivre : impacts sur le parc des sites d'hébergement (répartiteurs)*

<b>Question D.2.3</b> <b>Les prestations de fourniture d'informations préalables sur l'opportunité d'hébergement des équipements passifs et actifs telles que décrites dans l'analyse de marché répondent-elles aux besoins d'identification de l'évolution du parc des nœuds de raccordement d'Orange ?</b>  <b>En particulier, identifiez-vous un enjeu sur la transmission des informations concernant la pérennité des nœuds de raccordement à long terme dans le cadre de la fermeture du cuivre ?</b>
---

S'agissant de la fourniture d'informations préalables sur l'opportunité d'hébergement d'équipements passifs et actifs dans les NRA, Orange n'a pas enregistré de demande depuis 2020, ni des opérateurs ni des collectivités. Malgré cela, le déploiement du FttH est largement avancé, et l'offre d'hébergement NRO d'Orange continue à être utilisée.

Cette prestation, qui a été essentiellement utilisée pour les études d'hébergement de répartiteur de transport optique (RTO) dans les NRA d'Orange jusqu'en 2020, n'est plus nécessaire actuellement et pourrait être supprimée.





La mise en œuvre du plan de fermeture du réseau cuivre va conduire Orange à fermer en 2030 l'ensemble des répartiteurs généraux cuivres d'Orange dans la totalité des NRA. Toutefois, tous ces NRA ne seront pas supprimés. Orange a engagé des études sur leur pérennité et estime, à date, qu'environ 8 000 NRA seront conservés, essentiellement des NRA historiques. Aussi, la connaissance de la pérennité ou de la non-pérennité d'un NRA peut permettre de limiter les opérations de réaménagement de réseaux dans le cadre du plan de fermeture du réseau cuivre.

Néanmoins, si le principe de transmission de l'information sur la pérennité d'un NRA peut être étudié, Orange attire l'attention sur le fait que :

- la liste exhaustive des sites NRA pérennes et non pérennes pourra être amenée à être modifiée dans le temps par Orange ;
- la non-pérennité d'un NRA n'engagera pas Orange à fermer ledit NRA, ni dans les faits, ni dans une durée impartie ;
- en cas de fermeture de NRA, Orange s'inscrira dans le délai de préavis actuel de 3 ans.
- 

\*\*\* \*\*

\*\*\* \*\*

## Perspective D.3. Anticiper les besoins de collecte afin d'assurer l'accès effectif aux réseaux FttH

<b>Question D.3.1</b>	<b>Avez-vous des observations sur les conditions opérationnelles et/ou tarifaires de l'offre de collecte passive d'Orange, dite « LFO »,</b> <b>En particulier, identifiez-vous des besoins d'évolution de cette offre dans le cadre de la fermeture du cuivre ?</b>
-----------------------	---

L'offre LFO est aujourd'hui largement utilisée par les opérateurs tiers pour raccorder leurs équipements installés dans les NRA d'Orange au titre du dégroupage. Les conditions de l'offre LFO, avec notamment une tarification adaptée pour le raccordement des plus petits NRA, ont ainsi permis de répondre pleinement au cours de ces dernières années à l'obligation de résultat imposée par l'Arcep à Orange s'agissant de l'extension de la couverture en dégroupage.

Avec la mise en œuvre du plan de fermeture du réseau cuivre, et notamment la fermeture commerciale de toutes les offres cuivre début 2026, il n'y a plus lieu désormais à favoriser l'extension de la couverture en dégroupage via l'offre LFO. Orange constate d'ailleurs qu'il n'y a plus d'extension perceptible de la couverture en dégroupage au cours des derniers mois.

Aussi, Orange note que la situation de marché a significativement évolué avec, d'une part, la mise à disposition d'offres de collecte fibre optique sur les réseaux d'initiative publique et, d'autre part, le déploiement en propre par les opérateurs de réseaux de collecte fibre optique.

Dans la perspective du nouveau cycle d'analyse de marchés, Orange demande ainsi à l'Arcep de revoir la régulation de l'offre LFO, pour tenir compte de ces évolutions.

\*\*\*

En premier lieu, **Orange demande à l'Arcep de lever la régulation de l'offre de collecte LFO** dans les zones où des offres de collecte fibre optique alternatives sont disponibles.

Avec la multiplicité des offres de collecte désormais proposées dans les territoires de RIP, les opérateurs disposent de solutions alternatives à l'offre de collecte LFO pour le raccordement des NRO.

Orange observe d'ailleurs que les opérateurs de RIP sont très réticents à permettre à Orange de proposer son offre de collecte LFO pour le raccordement des NRO tiers, comme évoqué en réponse à la question D.3.2.

Dans ces conditions, il n'y a plus lieu de réguler l'offre de collecte LFO dans les zones où des offres de collecte fibre optique alternatives sont disponibles.

\*\*\*

En deuxième lieu, **Orange demande à l'Arcep de supprimer l'obligation de résultat qui conduit Orange à réaliser des travaux de désaturation coûteux.**

Cette obligation de résultat, se traduisant par un taux de disponibilité effectif à atteindre par Orange dans le traitement des demandes de LFO par les opérateurs, avait été définie par l'Arcep, en considérant qu'il n'y avait pas de solution alternative satisfaisante au réseau de collecte fibre optique d'Orange pour permettre la venue en dégroupage des opérateurs sur les NRA. En pratique, cela conduit Orange à réaliser des travaux de désaturation coûteux (installation d'équipements WDM, réarrangement de réseaux, déploiements, etc.).

Avec la multiplicité des offres de collecte alternatives à LFO, et la possibilité pour les opérateurs de déployer leurs propres réseaux de collecte dans le génie civil d'Orange, cette obligation de résultat n'est plus légitime et doit être supprimée.

\*\*\*

Enfin, **Orange demande à l'Arcep de lever le contrôle qui fonde la tarification de l'offre LFO sur l'objectif d'extension de la couverture en dégroupage**, alors que l'offre LFO devrait être limitée au seul raccordement des NRO en l'absence d'offres de collecte alternatives.

L'offre de collecte passive d'Orange (offre LFO), a été initialement régulée par l'Arcep dans le cadre du marché de gros de l'accès passif à la boucle locale, en tant que prestation accessoire à l'offre de dégroupage, afin de permettre l'extension de la couverture en dégroupage. À ce titre, la tarification a été définie pour ne pas désinciter la venue des opérateurs en dégroupage sur les petits NRA.

Dans la perspective de la mise en œuvre de la fermeture du réseau cuivre, avec la fermeture des sites NRA n'hébergeant pas d'équipements FttH, le périmètre du recours à l'offre LFO va progressivement être ramené aux seuls NRO, dans un environnement plus concurrentiel compte tenu de la multiplicité des offres de collecte alternatives.

Dans ces conditions, la tarification de l'offre LFO sur l'objectif d'extension de la couverture en dégroupage n'a plus lieu d'être.

<b>Question D.3.2    Avez-vous des observations sur l'offre d'accès aux fibres noires d'Orange entre les NRA et NRO tiers ?</b>
---

Au titre de la décision d'analyse de marché de 2020, Orange doit proposer son offre de collecte fibre optique pour permettre aux OC de raccorder les NRO tiers qu'Orange a déjà raccordés.

\*\*\*

Orange propose aux opérateurs, depuis juillet 2021, son offre de liens de collecte en fibre optique entre les NRA et NRO tiers de type 1, pour permettre aux OC déjà présents au NRA via l'offre LFO de raccorder un NRO tiers proche, dans le cas où Orange a déjà raccordé ce NRO tiers avec son propre câble de collecte.

Cette offre est proposée sur environ 210 NRO tiers. Fin juillet 2022, environ 100 commandes d'études ont été traitées par Orange, et 69 liens ont été livrés.

\*\*\*

Orange a aussi développé une offre de type 2, dans le cas où Orange a raccordé le NRO tiers non pas avec son propre câble de collecte mais avec un câble de transport optique en localisation distante (Orange conserve alors ses OLT au NRA).

Orange se trouve néanmoins confronté à un blocage de la part des OI tiers concernés, en premier lieu les OI de RIP, qui rejettent toute possibilité contractuelle et technique pour Orange de proposer à un OC une telle offre de fibre noire au niveau du NRO tiers.

Orange considère que ce blocage des OI tiers vise avant tout à limiter la concurrence à leurs propres solutions de collecte optique, souvent sous forme d'offre activée.

Orange se félicite que l'Arcep a mis en place à sa demande un groupe de travail spécifique sur le sujet, afin de trouver des solutions acceptables permettant à Orange de proposer son offre de type 2.

**Orange demande ainsi à l'Arcep de lever les blocages existants chez les OI tiers, s'agissant de la possibilité pour un opérateur de mettre à disposition de la fibre optique noire dans les NRO tiers pour les autres OC.**

<b>Question D.3.3</b>	<b>Avez-vous des observations sur l'offre d'accès de gros aux produits de collecte, autres que l'accès de gros passif aux ressources de collecte fourni par Orange au titre de ses obligations ?</b>
<b>Question D.3.4</b>	<b>Globalement, identifiez-vous pour le prochain cycle, des enjeux particuliers relatifs aux besoins en ressources de collecte ?</b>

En application de la décision n° 2010-1312, chaque OI doit s'assurer de la disponibilité d'une solution de collecte passive, soit en propre, soit par un autre opérateur, permettant aux OC de raccorder ses NRO, ou à défaut d'une offre d'accès à ses infrastructures de génie civil à des conditions raisonnables.

Orange rencontre pourtant des difficultés en tant qu'OC pour raccorder certains NRO tiers, compte tenu de l'absence d'une offre de génie civil ou d'une offre de collecte passive, ou encore de conditions d'accès non raisonnables (collecte activée uniquement, tarifs excessifs, etc.), ce qui constitue un frein à sa capacité à desservir certains réseaux FttH tiers.

**Orange demande à l'Arcep de veiller au bon respect par les OI tiers de ces obligations relatives au raccordement des NRO au titre de la régulation symétrique.**

\*\*\* \*\*

\*\*\* \*\*